

MONNAIE UNIVERSELLE, UNIQUE, UNITAIRE, COSMOPOLITE, INTERNATIONALE...

PETITE ANTHOLOGIE DE QUELQUES SIÈCLES
DE PROJETS MONÉTAIRES ENTRE UTOPIE ET RÉALITÉ

JEAN-MARIE THIVEAUD*

T*empus edax rerum*, le temps consomme les choses », chantait Ovide¹, au tournant du premier millénaire de notre ère, et nous le vérifions aujourd'hui encore en examinant, dans ce numéro, l'évolution de l'U.E.M. et l'entrée dans la deuxième phase du traité de Maastricht. Ces effets du temps sur les choses sont encore plus sensibles dans l'ordre de la monnaie où l'instabilité, l'imperfection et l'incertitude sont, pour l'historien, des données récurrentes, même si les économistes aspirent toujours à un modèle idéalement équilibré. En quelques années, depuis la publication de notre numéro spécial de la R.E.F. en septembre 1992, la situation de l'U.E.M. s'est transformée, les partenaires ont modifié leurs positions, l'ECU est mort, l'Euro l'a remplacé, les points de vue des politiques commencent de fluctuer, les opinions publiques semblent perturbées, la conférence de Vérone vient de l'illustrer. Il m'a donc semblé opportun, dans le cadre de ce nouveau numéro spécial, de revisiter quelques projets qui, dans les siècles passés, ont visé à une unification, *latissimo sensu*, de la monnaie, offrant ainsi une petite anthologie de textes plus ou moins poussieux à la curiosité du lecteur.

15

Ambiguités, réalités, chimères des théories monétaires

Monnaie universelle, monnaie commune, monnaie uniforme, monnaie unitaire, monnaie cosmopolite ou internationale, autant de définitions, souvent approximatives, qui ont excité la créativité de nombreux

* Conseiller historique de la Caisse des dépôts et consignations.

Je remercie, une fois encore, mes collaborateurs de la Mission des travaux historiques de la Caisse des dépôts, Frédéric Vidal et Claire Lefranc particulièrement, qui, au prix de nombreuses recherches dans les bibliothèques publiques, m'ont aidé à réunir la très abondante documentation que j'ai exploitée pour cet article.

1. Ovide, *Métamorphoses*, 15, 234.

auteurs européens depuis des siècles. Selon les pays et les périodes, certains d'entre ces projets ont pu contribuer à la réalisation d'une union monétaire, d'autres ont préparé le terrain pour des constructions futures, d'autres enfin se sont perdus dans les sables de l'oubli. Ce rêve d'une sorte d'uniformité monétaire, à l'échelle internationale et parfois mondiale, ne constitue nullement l'apanage de notre fin de millénaire, entre capitalisme sauvage et globalisation des marchés. Cette construction mentale naît très tôt, dès l'antiquité, et comme le rappelait, en 1867, Emmanuel de Parieu, l'artisan de l'Union latine, les philosophes et les poètes ont les premiers cultivé ce songe idée d'une uniformité monétaire universelle². Les économistes, des millénaires après, ont pris le relais, tâchant de transformer la chimère en réalité, la fable en modèle idéalisé. L'inventaire systématique de ces projets reste encore à faire et il offrirait, je crois, une intéressante matière pour notre réflexion contemporaine. Dans le recueil encore superficiel que je propose ici à la patience bienveillante du lecteur, une faible part seulement émerge d'un ensemble multiséculaire et pluriculturel dont il conviendrait de poursuivre l'exploration. La masse, au reste assez impressionnante, des documents que j'ai utilisés provient, pour l'essentiel, des travaux engagés par quelques spécialistes de la monnaie, au milieu du siècle dernier. On en retrouve ensuite la trace, fidèlement recopiée, dans les ouvrages, articles et thèses des économistes français ou européens, jusqu'à la veille de la Seconde guerre mondiale à tout le moins. J'ai pu, dans quelques rares occasions, accéder à des sources de première main et à d'autres inédites et il est évident qu'au prix de patientes recherches l'on pourrait exhumer une collection assez conséquente de textes qui partagent le même désir d'uniformité de la monnaie.

En tout état de cause, il est bien manifeste que nos données d'aujourd'hui sont très largement différentes de celles qui ont prévalu pendant plus de deux millénaires, depuis l'antiquité gréco-romaine jusqu'aux dernières grandes conférences monétaires de l'entre-deux-guerres. La différence essentielle tient évidemment à la référence constante à l'étalon métallique, qu'il s'agisse de l'or, de l'argent ou d'autres métaux. Lorsque l'on parcourt la longue période de ces élaborations, dont l'abondance culmine entre la deuxième moitié du XIXe siècle et le premier quart du XXe, il est évident que les perspectives, les critères utilisés à ces époques restent très éloignés de la démarche actuelle de l'Union européenne vers le passage à la monnaie unique. Il n'en reste pas moins que tous ces projets issus de l'imagination de leurs inventeurs renvoient toujours à la très vieille question de la monnaie et de la souveraineté : *Regina pecunia, Nummus rex super omnia*, disaient les écrivains latins. La monnaie demeure, au fil des temps, dans l'ambiva-

2. E. de Parieu, *De l'uniformité monétaire*, in : Journal des économistes, 15 juin 1867.

lence complexe d'une notion difficilement embrassée par la théorie économique qui a toujours eu tendance à l'évincer de ses modélisations, spécialement de l'économie de marché. M.Aglietta et J.Cartelier ont développé ces interrogations tout récemment³ et comme le rappelait un éminent monétariste, voici trois ans, les cinq questions fondamentales concernant la monnaie ne sont toujours pas résolues et le cadre théorique qui permettrait d'étudier le fonctionnement d'une économie monétaire reste déficient⁴. Ces hésitations de la pensée économique rassurent ainsi l'historien qui essaie de glaner dans les archives du temps dévorant quelques vestiges de ces fabrications de l'esprit, aux allures d'utopie concrète, au sens où l'entendait naguère F.Bloch-Lainé⁵.

Malgré ces écarts évidents dans une problématique qui paraît ne plus être d'actualité de nos jours - *quod est tamen demonstrandum* -, la créativité de nos prédécesseurs dans ces affaires d'universalisation ou d'internationalisation de la monnaie méritait, je crois, d'être à nouveau offerte au lecteur contemporain. En effet, si la bibliographie spécifique sur ces sujets est très abondante pendant près d'un siècle, entre 1840 et 1930 environ, elle s'évanouit au cours des cinquante dernières années et les travaux récents, même s'ils sont très nombreux, consacrés à la théorie monétaire et plus particulièrement à la monnaie unique, ont oublié presque totalement ceux qui les ont précédés.

17

Les songes de l'antiquité gréco-romaine

La Grèce antique, l'un des berceaux de la monnaie frappée, a géré déjà cette question d'une monnaie uniforme, lorsque tant de types circulaient entre des centaines de cités. Dans son modèle idéal de la Cité, Platon, tout en prohibant l'usage d'une monnaie d'or et d'argent au sein de sa petite colonie de 5040 âmes, où seule circule une monnaie intérieure à valeur faible, envisage une « monnaie commune » (*nomisma hellénikon*) à la totalité des cités grecques, que sa propre cité utiliserait exclusivement pour les dépenses publiques, les guerres, la diplomatie et le commerce extérieur⁶. Deux monnaies ont cours dans la Cité des Lois, cette monnaie commune et une monnaie strictement intérieure (*nomisma epichorion*), à la valeur et d'un métal non définis, réservée aux échanges locaux. L'or et l'argent sont cependant rigoureusement interdits comme ils l'étaient réellement à Sparte dans la même époque où l'on utilisait d'étranges monnaies de fer⁷.

3. M.Aglietta, J.Cartelier, *L'ordre monétaire des économies de marché*, Séminaire A.E.F./CREA, à paraître en 1996.

4. M.Hellwig, *The Challenge of monetary theory*, in : *European economic review*, vol.51, février 1993.

5. F.Bloch-Lainé, *L'utopie concrète*, in : *Projets*, printemps 1971.

6. Platon, *Les Lois*, III, 742-744, Paris, *Les Belles lettres*, 1951.

7. Cf. *Xénophon*, République des Lacédémoniens, VII, 6.

L'examen des littératures anciennes devrait fournir d'autres exemples de modèles identiques, souvent réalisés dans la pratique. Les premières monnaies frappées en Lydie avaient une référence pondérale uniforme malgré la diversité des types⁸ et, plus tard, les techniques de change aidant, les monnaies grecques avaient une valeur quasi universelle sur le bassin méditerranéen.

Dans ses divers traités, Aristote, qui aime à critiquer son maître Platon, expose ses vues théoriques sur la monnaie, qui serviront de fondement quasi inébranlable à la pensée économique deux bons millénaires plus tard.

« Mais la monnaie (*nomisma* de *nomos* la loi) n'est par elle-même qu'une futilité, qu'une frivolité, une bagatelle; elle n'a de valeur que par la loi et non par la nature, puisqu'un changement de convention, parmi ceux qui en font usage, peut la déprécier complètement et la rendre tout à fait incapable de satisfaire aucun de nos besoins... La monnaie qu'on garde en main est une garantie que le futur échange pourra facilement avoir lieu; cependant la monnaie est elle-même soumise à des variations; elle ne conserve pas toujours la même valeur, bien que sa valeur soit cependant plus fixe et plus uniforme que celle des autres choses⁹ ... Par l'effet d'une convention volontaire, la monnaie est devenue l'instrument de l'échange. On dit *nomisma* de *nomos* parce que la monnaie n'existe pas de par la nature, elle n'existe que de par la loi et il dépend de nous de la changer et de la priver de son utilité si nous voulons. »¹⁰ Les historiens modernes ont discuté cette notion de la « convention volontaire » qui a largement influencé les conceptions de l'économie politique et nombre d'entre eux préfèrent s'en tenir à la signification première de *nomos*, la Loi, qui signe clairement l'intervention de l'Etat et renvoie à l'idée de la souveraineté monétaire¹¹.

Dans l'univers des Romains et au gré de leur extension géographique un ensemble monétaire homogène s'imposera partout, fondé d'abord sur le bronze et l'argent et sur un système pondéral strict (*denier d'argent* = 4gr.55, *as de cuivre* = 2oz.), avant que César, en 52 av.J.C., ne décide des premières frappes d'or (*aureus* = 8gr.18 = 25 deniers). Virgile célèbre dans ses vers cette mutation vers l'or, peu après renforcée par Auguste,

« ... *Nunc omen in auro est*

Victaque concedit prisca moneta novae, Désormais, le rêve de l'avenir est dans l'or et la vieille monnaie vaincue cède le pas à la nouvelle. » Ovide traduit lui aussi ce changement de la monnaie : « *Aurea sunt vere nunc saecula : plurimus auro venit honos, auro conciliatur amo*, A présent, les

8. Cf. J.M.Thiveaud et S.Piron, *De la monnaie électronique à la monnaie d'électron...*, in : R.E.F. 32, printemps 1995.

9. Aristote, *Politique*, I.

10. Aristote, *Ethique à Nicomaque*, V.

11. O.Picard, *Aristote et la monnaie*, in : *Ktema*, 1980.

siècles seront en or : les plus grands honneurs viennent par l'or, l'amour s'achète à prix d'or.¹² » Sénèque, quelques décennies plus tard, exprime un point de vue plus critique sur les risques universels de la monnaie : « *Pecunia est quae auget discordiam, urbes et terrarum orbem in bellum agit, humanum genus cognatum natura in fraudes et scelera mutuua instigat* », La monnaie augmente la discorde, elle provoque la guerre dans les villes et dans le monde entier, elle incite le genre humain, pourtant fraternel par nature, à la fraude et aux crimes¹³ » et Pétrone lui répond « *Sola pecunia regnat*, Seule la monnaie règne en maître »¹⁴. De fait, et dans les années glorieuses de l'Empire, les conquêtes entre l'Afrique occidentale et les confins de l'Asie mineure favorisent ce mécanisme d'universalisation de la monnaie qui, malgré les ruptures et les invasions, ne sera pas vraiment mis en question.

L'arrivée du christianisme et de ses valeurs universelles relance la réflexion métaphorique sur la monnaie et son caractère unitaire. Les Pères de l'Église qui associent souvent l'image de la monnaie à la rédemption du Christ, voient volontiers, comme Augustin par exemple, l'homme et le monde comme une monnaie entre les mains de Dieu : « *Nummi Dei sumus* », « *Homo - nummus* », Nous sommes les monnaies de Dieu... l'homme est une monnaie »¹⁵. Tertullien, dans son traité *De Poenitentia*, met le pécheur face au pardon divin et considère la pénitence comme une sorte de monnaie unique pour tous les hommes, dont la transaction est assurée par « *Christus mercator*, le Christ marchand ». Pour Origène, l'hostie offerte à Dieu pour obtenir le pardon des péchés est « *typus et imago Christi* »¹⁶, métaphore reprise par Irénée de Lyon¹⁷ et qui recoupe cette logique du christianisme universel des premiers siècles. La question de la monnaie matérielle renvoie aussi au principe de la souveraineté et au partage entre le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel. Les pères africains glosent ainsi sur le célèbre passage de l'évangile de Matthieu : *Caesaris Caesari*, rendez à César ce qui est à César, à Dieu ce qui est à Dieu. Dieu et son Christ se substituent à l'Empereur pour frapper une monnaie sacrée et unique qui dépasse les frontières de l'Empire et concerne la totalité du genre humain, une monnaie qui est l'homme, même si cette monnaie, souvent rognée ou faussée par le péché, à besoin d'être régulièrement réformée.¹⁸

12. Ovide, *Ars amandi*, 2, 277-278.

13. Sénèque, *Controverses*, 14, 185.

14. Pétrone, *Satyricon*, 14.

15. D.Lau, « *Nummi Dei Sumus* ». *Beitrag zu einer historischen Münzmetaphorik*, in : Wiener Studien, 93, 1980.

P.Radici Colace, *L'uomo= 'nummus' nelle ateologia agostiniana dell' imago Dei*, in : Polyanthema. Studi S.Costanza.

16. Origène, *Homelie in Levitico*, III, 6.

17. Irénée, *Adversus Haereses*, V, 16, 2.

18. Cf. Paola Radici Colace, *Moneta, Linguaggio e Pensiero nei Padri della Chiesa tra tradizione pagana ed esegesi biblica*, in : Augustinianum, 30, 1990.

Dans les siècles qui suivent l'effondrement de l'Empire et la grande confusion européenne, l'on peut supposer que d'autres bons esprits ont poursuivi le même rêve, même si, au cours de ces périodes, le processus de démonétarisation s'est considérablement accentué. Au tournant des Ve et VIe siècles, Boèce conseille au roi Théodoric d'envisager une justice universelle (*licet universis populis generalis sit impendenda justitia*, il convient de dispenser une justice générale pour tous les peuples) dont le système pourrait aussi s'appliquer à la monnaie (*formula qua moneta committitur*). Depuis son monastère calabrais de Vivarium, Cassiodore, ancien homme d'Etat, prône un système monétaire unique, bimétallique et à division duodécimale, sur le modèle classique romain. Dans les débuts des temps carolingiens, les théologiens qui commencent de façonner la doctrine théocratique, reprennent à leur compte les commentaires d'Augustin ou de Tertullien sur le passage de l'évangile de Saint Matthieu, « rendez à César..., etc. », pour en modifier la portée et, dans le partage entre temporel et spirituel, laisser à la fois au pape et au roi le privilège monétaire¹⁹. L'attrait des poètes mystiques pour la monnaie se manifeste encore, à ces époques et selon les mêmes critères de mesure hérités de Rome : « *Non ergo argenti squalescit spreta libella, Uncia bis senis quam pensat lancibus aequa...* Elle n'est pas sordide, la minuscule monnaie d'argent que dans la balance enlève douze fois l'once équitable... »²⁰, écrit Adhelme de Malmesbury, au moment de la grande réforme monétaire de l'empire carolingien.

Une exploration des nombreuses sources médiévales, que je n'ai pas entreprise, devrait nous offrir d'autres considérations du même type, même si ces périodes voient surtout la double dynamique de l'unification des monnaies et des nations, à l'intérieur des royaumes et des principautés d'Occident. Sur un autre registre, l'Eglise, après la Réforme grégorienne de la fin du XIe siècle, réalise à son profit une sorte d'unification supranationale des monnaies, reçues comme systèmes de paiement du denier de Saint-Pierre et centralisées dans la diversité de leurs types et de leur poids sur ce puissant marché financier de la Chrétienté, orchestré par la Curie pontificale, « *mater pecuniarum*, mère des finances », grâce aux Templiers et aux marchands-banquiers, changeurs du Pape²¹. La querelle monétaire ou financière entre la Papauté et les différents souverains européens, le roi de France notamment, contribue à l'essor des politiques monétaires nationales et à cette prise en mains par les princes que les économistes des XVIIIe et XIXe siècles dénoncent-

19. Cf. J. Ellul, *Loi et sacré, droit et divin*, in: *Le Sacré*, Paris, Aubier, 1974.

20. R. de Gourmont, *Le latin mystique*, Paris, G. Crès, 1922.

21. Cf. G. Gallais-Hammonno, J.M. Thiveaud, E. White, *Les marchés financiers français*, T.1., à paraître dans les *Cahiers Finance, Ethique, Confiance*, A.E.F., été 1996.

ront violemment ²². Au XIIIe siècle, malgré les secours de la théologie scolastique, les écrits de Thomas d'Aquin par exemple, qui légitime, au nom du droit naturel, la souveraineté monétaire, les excès des mutations arbitraires susciteront de la part des intellectuels d'Occident, dans les siècles suivants, des réactions critiques, par exemple celles de N. Oresme et de J. Buridan, en France. La dispute entre les monarques et les bourgeois ou marchands conquérants mériterait, elle aussi, d'être systématiquement étudiée, à l'échelle de l'Europe.

Désordres monétaires et monnaie universelle des Temps modernes

L'anarchie monétaire demeure toutefois le signe distinctif des derniers siècles du Moyen âge européen, à tous les niveaux politiques et dans tous les pays, avec un caractère plus accentué encore sur les territoires morcelés de l'Allemagne. A l'orée des Temps modernes, une première tentative d'union monétaire internationale est esquissée par Charles Quint, sur l'ensemble germanique de son empire, par le règlement monétaire du 10 novembre 1524 qui assoit sur le marc de Cologne les innombrables monnaies locales. Cette mesure se heurta à des oppositions et il fallut renouveler l'exercice par un nouveau règlement de 1551 qui n'eut pas davantage de succès. Ferdinand, le successeur de Charles Quint, promulgua, en 1559, un *Münzedikt*, à son tour sans effet, et qui conduisit finalement la Diète d'Augsbourg, en 1571, à revenir à la situation antérieure de libre désordre. Ces dérèglements constants et ces mutations incessantes, essentiellement engendrés par les guerres européennes, ne laissèrent pas d'inciter certains spécialistes à chercher des remèdes et à envisager des solutions d'uniformité monétaire.

Dans les Flandres, vers la fin du XVIe siècle, Simon Stevin de Bruges²³, échafaude un système dont l'on retrouvera des reproductions nombreuses dans les cercles économistes jusqu'à 1930, qui voudrait uniformiser les poids, les mesures et les monnaies sur une base décimale, mais la partie strictement monétaire de cette construction est en quelque sorte marginale²⁴. Elle vient en écho aux poètes du nord européen qui, comme Jean Stigel (1515-1562), ami de Luther, rêvent toujours d'un modèle

22. Lors des débats du Second empire, Michel Chevalier met constamment en cause l'action passée des monarques européens qu'il considère surtout comme un détournement de sens de la monnaie dont, à ses yeux, la seule valeur est liée à la mesure et non à la loi.

23. Simon Stevin de Bruges (ca.1550-1633), mathématicien et ingénieur du prince d'Orange a surtout exercé son génie dans l'ordre des mathématiques et de l'hydraulique, grand géomètre, expert en fortifications, il aurait découvert les puissances algébriques.

24. Cité pour la première par plusieurs auteurs vers 1850, Stevin de Bruges devient le héros de tous les jeunes économistes français jusqu'à la veille de la Seconde guerre mondiale, chacun repique ce qu'a écrit son prédécesseur. A la vérité, j'ai procédé à l'identique n'ayant pu accéder aux sources premières.

unique : « *Unum pondus, mensura una, moneta sit una, Status et illoesus totius orbis erit.* Un poids, une mesure, une seule monnaie et le monde entier sera stable et » Dans ces mêmes époques et poursuivant, lui aussi, le rêve de l'antique tradition poétique, le landgrave Philippe de Hesse (1504-1567) compose des vers en forme de souhaits : « *Hatten wir alle einen Glauben/ Gott und Gerechtigkeit vor augen/ Ein Gewicht, Maas, Munz und Geld/ Dann stünde es besser in dieser Welt.* » (Eussions-nous tous une Foi, / Devant les yeux, un Dieu, une Loi, / Même poids et mesure, même pièce et monnaie, / L'état du monde meilleur serait...^{25 bis})

En fait, dans les sources actuellement disponibles, le premier projet technique de monnaie universelle a été énoncé par Gasparo Scaruffi, maître des monnaies du duc de Ferrare, dans son traité intitulé : « *L'Alitinonfo... per fare ragione e concordanza d'oro e d'argento, che servira in universale tanto per provvedere agli infiniti abusi del tosare e guastare monete, quanto per regolare ogni sorte di pagamenti e ridurre anco tutto il mondo ad una sola monete*, pour accorder l'or et l'argent en vue d'une utilisation universelle qui mettra fin aux innombrables abus de ceux qui rognent gâtent les monnaies et règlera toutes sortes de paiements en ramenant ainsi le monde entier à une seule et unique monnaie », ouvrage publié en mai 1579, à Reggio-Emilia²⁵. L'Alitinonfo, terme à l'étymologie incertaine, signifie « la lampe ou la lumière nouvelle », métaphore hardie d'une monnaie aux vertus universelles destinée à éclairer l'ordre du monde à venir. Une large partie de cet ouvrage curieux est consacrée aux problèmes spécifiques de garantie et de marque des métaux et objets précieux et, à cet égard, les propositions du monétaire italien ont vite fait école dans la plupart des pays qui semblent s'être réglés sur les prescriptions. En revanche, les données qui intéressent proprement la monnaie sont plus réduites et renvoient, elles aussi, à une méthode de parité métallique gagée sur l'or et l'argent et à une évaluation pondérale des titres, sur la base de la livre- or de Bologne et des divisions duodécimales héritées de l'antiquité gréco-romaine, entre le grain, l'once et le denier. Une monnaie divisionnaire de cuivre s'ajoute au dispositif de Scaruffi, dans un rapport avec l'or et l'argent qui conduit à établir qu'une once d'or vaut douze onces d'argent et 1440 onces de cuivre.

En unifiant ainsi un système monétaire unique, l'auteur plaide pour une frappe à partir de lingots, une unité de poids, une valeur fixe qui exclueraient ainsi les débats sur la valeur des différentes monnaies, les

25. G. Scaruffi, *L'Alitinonfo*, in : *Scrittori classici italiani di economia politica, Vol. II, Milan, 1804*. Ce traité aux multiples éditions successives a été réédité au début du XIX^e siècle sur la base du premier texte, augmenté de commentaires plus ou moins polémiques d'auteurs de la même période. E. de Parieu et les économistes français qui, entre 1865 et 1920, ont cité ce traité, ne connaissaient apparemment que des éditions postérieures dont les textes avaient été modifiés.

25 bis. Traduction de Thierry Walrafen que je remercie.

refus et les décriés, les risques de contrefaçon ou de fourrage, tout en facilitant la clarté des contrats et des calculs. « *E, per esser dunque i detti preciosi metalli conciati per uso generale, com'è detto, è cosa molto necessaria e di grandissima importanza che per essi vi sia un sol peso ed un sol prezzo generalmente, come se il mondo fosse una sola città o monarchia, e fare quell'istesso di detto peso et prezzi in universale... quali sotto una regola sola servono per tutto il mondo... essi potrà poi veramente dire che si spenderà per sempre una sola moneta per tutto il mondo... Che tutte le monete, così d'oro come d'argento, saranno conosciute da qualunque persona che saprà leggere... Onde si mostra l'ampa strada di fare la zeca universale... e quando il mondo conoscerà la verità proposta et manifestata e gli ordini facilissimi da essequire, non sarà lento ma prontissimo ad accettarli. Laonde ne nacera perpetua quieto nel suddetto maneggio delli danari in quanto nel fare ogni e qualunque pagamento. Et puisque les dits métaux ont été frappés en vue d'une utilisation universelle, comme il a été dit, il est nécessaire et très important qu'ils aient un poids et une valeur uniques, comme si le monde n'était qu'une seule cité ou une seule monarchie et ce même poids et cette même valeur unifiés par une seule règle servent à tous; ainsi nous pourrions vraiment dire qu'une seule et unique monnaie est dépensée dans le monde entier, ainsi toutes les monnaies, d'or et d'argent, seront connues de toute personne sachant lire... Voici donc la longue voie qui mène à la monnaie universelle et quand le monde verra la vérité qui lui est proposée et démontrée et combien les ordres sont simples à exécuter, il ne faudra pas longtemps pour les accepter. Il en découlera une paix perpétuelle dans le maniement de la finance et dans toute opération de paiement ».²⁶*

En 1581, un premier commentateur, signant *Il Prospero* et agissant pour le compte du duc de Ferrare, approuve chaleureusement les principes posés par Scaruffi et plus spécialement « l'ordre universel des monnaies » qui « permettra que toutes les finances et monnaies se fassent selon une règle certaine et ferme, sans plus aucun risque d'altération ou de mutation... et pour durer presque éternellement. » Un envoi en vers résume le discours : « *Ecco apparir un nuovo lume al mondo...che fa... la regola e la via certa e sicura di tutte le monete far la tassa sotto un ordine solo e concordante...che'l tutto apportera bene infinito*, Voici qu'apparaît dans le monde une lumière nouvelle qui établit la règle et la voie sûre et certaine de la réunion de toutes les monnaies sous un ordre unique et concordant, source d'un bien infini. »²⁷

En 1584, un autre personnage, Bernardo Pratisuoli, juriste de Reggio, prend en termes allègres et critiques le contre-pied de son ami Scaruffi,

26. G. Scaruffi, *L'Alitinonfo*, passim, in : ch.XLV-XLVII et dans l'appendice de l'imprimeur.

27. *Il Prospero*, Brevia instruzione sopra il discorso fatto dal magnifico messer Gasparo Scaruffi per regolare le cose delli danari, Reggio, avril 1581.

doutant de la faisabilité d'un tel projet, car, dit-il en concluant, : « *Credete a me che le cose delle monete sempre saranno e resteranno in tutte le parti del mondo instabili, incognite, confuse ed imperfette*. Croyez moi, les questions de monnaie seront et resteront toujours et partout dans le monde instables, confuses, incertaines et imparfaites. »²⁸ Quatre siècles plus tard, les idées et les faits sur la question des monnaies semblent bien confirmer le propos de ce magistrat ferrarais.

Quelque limité localement qu'ait pu être l'écho des critiques de Pratiusoli, il est manifeste que les propositions de Gasparo Scaruffi, maître des monnaies de Reggio, n'ont pas retenu, en son temps, l'attention des princes italiens ou des souverains européens. Cette préoccupation d'une monnaie unitaire semble surtout, à l'époque, préoccuper les pays du sud de l'Europe, les uns, comme l'Italie, parce qu'ils constituent un agrégat de principautés, incessamment bousculé par les guerres et les occupations étrangères, les autres, comme l'Espagne, du fait de leur politique expansionniste, même si, déjà, les réserves métalliques importées d'Amérique commencent de s'épuiser. En revanche, au même moment, les principautés allemandes paraissent préférer conserver leur pluralisme complexe tandis que la France, et l'Angleterre plus encore, maintiennent coûte que coûte leur monnaie intérieure. Cette attitude des grandes puissances européennes sera plus tard interprétée comme le point de départ des politiques dites abusivement mercantiles.

24

Le fameux *Grand dessein* d'Henri IV et Sully, dont Richelieu semble avoir été l'inspirateur, envisage l'organisation d'une Europe de quinze Etats aux régimes politiques distincts, six monarchies héréditaires, six monarchies électives et trois républiques fédératives, avec trois confessions, catholique, luthérienne et calviniste qui pourront s'y exercer librement. Un Conseil général et six conseils particuliers auront la charge de régler les grands équilibres et de maintenir la Paix perpétuelle mais, à aucun moment, la question d'une monnaie unique ou commune à cette Europe n'est abordée. Les motifs de cette absence sont facilement explicables, d'une part, en raison des guerres espagnoles et autrichiennes et des querelles financières entre les nations, d'autre part, au nom de la souveraineté que doit conserver chaque Etat au sein de cette union politique et commerciale, déjà destinée à sauvegarder la paix.

Dans ce début du XVIII^e siècle, le développement des idées monétaires en Espagne²⁹, notamment autour de l'université de Salamanque, stimule derechef le vieux projet de monnaie universelle. Sans doute pour échapper au débat du moment qui oppose les théoriciens de la

28. Bernardino Pratiusoli, Digressione sopra il capitolo duodecimo dell' « Alitnonfo » di Gaspare Scaruffi, 24 juin 1584.

29. Voir notamment H.G. Hambleton, Les idées monétaires en Espagne du XVI^e au début du XIX^e siècle, thèse, Faculté de droit de Paris, 1955.

valeur de la monnaie, entre « nominalistes » et « matérialistes »³⁰, Juan Marquez, chanoine de l'ordre de Saint Augustin et prédicateur à la cour du roi, insère dans son livre *El Gobernador cristiano*³¹, une proposition de monnaie unique, commune à l'ensemble des royaumes chrétiens, fondée sur « un même alliage dans tous les Etats... pour éviter aux populations et le soin de rechercher le pays, c'est à dire la proportion des monnaies d'un lieu à l'autre, et aussi les chances de pertes dans les échanges, pertes faites à chaque moment par ceux qui n'ont point de connaissance de ce rapport. Cela ne serait pas impossible puisque le rapport de l'or à l'argent est le même dans tous les pays. »³²

En France, la première moitié du Grand siècle connaît elle aussi une relative abondance de traités ou de dissertations sur les monnaies mais, sous bénéfice d'inventaire, il ne semble pas que l'idée d'une monnaie universelle ait jamais vu le jour, au contraire. L'ouvrage de Scipion de Gramont, par exemple, *Le Denier royal*, exprime haut et fort que la monnaie appartient au roi et à ses régnicoles³³. On connaît les idées exprimées plus tard par Colbert sur le même sujet dans différents mémoires échelonnés au long de son ministère et qui prônent une politique monétaire très ferme, interdit toute exportation de numéraire et fixe une monnaie stable. « Je crois que l'on demeurera facilement d'accord avec ce principe qu'il n'y a que l'abondance d'argent dans un Etat qui fasse la différence de sa grandeur et de sa puissance... Autant augmenterons-nous l'argent comptant et autant augmenterons-nous la puissance, la grandeur et l'abondance de l'Etat... Il n'y a qu'une même quantité d'argent qui roule dans l'Europe et qui est augmentée de temps en temps par celui qui vient des Indes occidentales; il est certain que pour augmenter les 150 millions qui roulent dans le public de 20, 30 et 50 millions il faut bien qu'on le prenne aux états voisins...et il n'y a que le commerce seul et tout ce qui en dépend qui peut produire ce grand effet. »

25

La majeure partie des discussions relatives à la monnaie reste, en effet, toujours suspendue aux controverses entre l'or et l'argent, le matérialisme ou le nominalisme, ouvrant les longues polémiques à venir sur le mono ou le bimétallisme, l'unité de mesure ou la valeur légale, etc. La plupart des fondateurs de l'économie politique revient toujours aux considérations ambiguës et contestables d'Aristote sur la monnaie, dans la lutte qu'ils engagent contre le système mercantile et les excès des Etats.³⁴ Pour William Petty, « La monnaie est la mesure uniforme de la valeur des choses...on ne peut prendre qu'un (métal, l'or ou l'argent) pour

30. Ces notions sont évidemment à prendre au sens de la valeur nominale ou matérielle de la monnaie et non pas à celui des théories philosophiques médiévales.

31. J. Marquez, *El Gobernador cristiano*, deducido de las vidas de Moises y Josue, Principes del pueblo de Dios, Madrid, 1ère édition 1612. Elle a été suivie d'une série de rééditions à Madrid, Anvers, Paris, jusqu'à 1665 et au delà, dont les versions varient souvent.

32. E. de Parieu évoque ce projet dans son article de 1867, cité plus haut : *De l'uniformité monétaire*.

33. S. de Gramont, *Le Denier royal*, Traité curieux de l'or et de l'argent, Paris, Toussaint, 1620.

34. Aristote, *Politique*, I, 9.

faire de la monnaie ». Pour John Locke, « Deux métaux tels que l'or et l'argent ne peuvent servir au même moment, dans le même pays, de mesure dans les échanges... Il faut donc qu'il n'y ait dans chaque pays qu'un seul métal qui soit la monnaie de compte, gage des conventions et la mesure de la valeur. » Cette question du rapport métallique sera donc toujours en arrière plan des nombreux projets de monnaie universelle ou internationale qui se succèdent au cours des siècles, elle est souvent modifiée par des arguments qui intéressent plus directement les méthodes de mesure, visant à une unité pondérale et/ou métrique. A compter du XVIIe siècle, une sorte de dialectique entre la valeur nominale et la valeur matérielle sous-tend ainsi la réflexion des différents inventeurs. D'autres, cependant, quoique toujours attachés à l'étalon métallique, exprimeront une vision plus large, en quelque sorte plus anthropologique, comme le comte milanais Gianrinaldo Carli qui écrira, vers 1765 : « Les monnaies ont toujours été l'âme de la société et la chaîne des nations, dès que les hommes sont convenus entre eux que le cuivre, l'argent et l'or seraient la mesure commune et stable de toutes les choses nécessaires à la vie sociale. »³⁵

Retour de la monnaie universelle dans l'Europe de l'Aufklärung

26

La question de l'uniformité de la monnaie évolue avec le siècle des Lumières, entre les grandes révolutions de la finance et du crédit, le cosmopolitisme des métiers de l'argent et les rêves de bonheur et de prospérité universels. Paradoxalement, elle change de région et passe du sud au nord de l'Europe, dans les contrées germaniques où se répand l'*Aufklärung*.

En France, seul Vauban, dans ses *Mémoires*, esquisse en quelques lignes un projet d'unification des monnaies, pour tenter de contrecarrer la vague spéculative initiée par les Hollandais qui exportaient les monnaies françaises, dont le titre était plus fort, pour les refondre chez eux. Après avoir proposé de fixer une parité entre les monnaies françaises et hollandaises, le Maréchal exprime une autre idée : « Il y a à la vérité un moyen bien plus noble, mais plus difficile que celui-là, qui serait de faire une assemblée de députés de la part de toutes les têtes couronnées de la chrétienté qui ont droit de battre monnaie, de convenir d'un titre et d'une monnaie universelle et de décréter de concert et en même temps toutes les autres. Si je ne me trompe, toutes les grosses puissances y trouveraient leur compte et toutes les friponneries qu'on pourrait encore faire là-dessus seraient prévenues. »³⁶

35. Gian Rinaldo conte Carli, Osservazioni preventive al piano intorno alle monete di Milano, Milan, G. Galeazzi, 1766 et : Delle opere del signor commendatore don Gianrinaldo conte Carli presidente emerito del Supremo Consiglio di pubblica economia... XIX vol., Milan, S. Ambrogio, 1784.

36. S. Leprêtre de Vauban, *Mémoires* ; voir aussi H. Baudrillart, Vauban, économiste et réformateur, in : Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques, 27^{ème} année, 5^{ème} série, Paris, 1^{er} trimestre 1868.

Mais ces propos restent isolés et si l'on examine attentivement les écrits de l'abbé de Saint Pierre³⁷, qui expose peu après son *Projet pour rendre la paix perpétuelle en Europe* ou encore ses écrits économiques épars dans ses *Annales politiques*, il n'y est jamais fait mention de la monnaie, alors qu'il aspire à une union européenne à la fois politique et commerciale.

Il en va de même en Angleterre et, lorsque le 21 septembre 1717, Newton, directeur des monnaies, présente son rapport sur les monnaies et les métaux, il dresse la liste de toutes les monnaies qui circulent dans le monde, plaide pour l'or et l'argent et propose déjà un système bimétalliste mais il demeure néanmoins dans les limites de l'univers britannique.

Entre 1700 et 1750, ni Law, ni Dutot, ni Melon, ni Cantillon, ni Forbonnais, pour citer les meilleurs monétaristes du temps, n'évoquent ces perspectives dans leurs travaux sur la monnaie. Il est vrai que, depuis les dernières années du XVII^e siècle, en France ou en Angleterre, chez Locke ou chez Boisguilbert, la monnaie est devenue « la servante de l'économie » et commence d'échapper à sa fonction multimillénaire de symbole de la souveraineté.

Très curieusement, les positions se renversent dans la seconde moitié du XVIII^e siècle et, alors que les pays latins avaient auparavant cultivé le rêve d'une uniformité monétaire, l'ensemble constitué par les pays de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie devient, cette fois, le lieu privilégié des projets de monnaie universelle comme, d'ailleurs, celui des premières unions monétaires. Si l'anarchie avait perduré depuis la fin du XVI^e siècle, malgré des réformes et des conventions multilatérales en 1665, 1690 ou 1738, le ralentissement des guerres et la fin, en particulier, de la guerre de Succession conduisent l'Autriche, la Bavière, les Etats du sud de l'Allemagne, bientôt rejoints par la Prusse, à adopter enfin, en 1753, une *Conventionsmünze*, une monnaie de convention dont les succès seront néanmoins très relatifs.

Ces difficultés de mise en oeuvre d'une monnaie commune incitent ainsi, vers 1786, l'historien allemand Dietrich-Hermann Hegewisch³⁸, à publier dans un recueil de mélanges une note consacrée à une monnaie universelle. « Il y a cinquante ans, écrit-il, l'idée d'une monnaie universelle aurait paru meilleure en théorie qu'en pratique et celui qui l'eut alors conçue eût passé pour vivre plutôt dans le monde des rêves que dans celui des réalités.

37. Ch.I. Castel de Saint Pierre, *Projet pour rendre la paix perpétuelle en Europe*, A.Schouten, 1713, rééd. Paris, Fayard, 1986. *idem*, *Annales politiques (1658-1740)*, Paris, Champion, 1912.

38. D.H.Hegewisch (1740-1812), historien allemand, d'abord juriste puis diplomate, il enseigne à l'université de Kiel de 1780 à sa mort et publie une masse impressionnante d'ouvrages essentiellement consacrés à l'histoire allemande et plus marginalement à l'histoire gréco-romaine et anglaise. Il produit aussi quelques écrits à caractère philosophique, au nombre desquels figurent ces *Kleine Schriften (1786)*, dont l'une des notes intéresse la monnaie universelle.

Aujourd'hui les nations européennes comprennent suffisamment leurs intérêts les plus chers pour qu'une pareille idée, s'appuyant sur des vérités évidentes, ait quelques chances d'attirer leur attention. Voici ces vérités évidentes : l'argent n'est autre chose qu'une marchandise. Le commerce des nations entre elles doit être facilité et encouragé par tous les moyens possibles et ce commerce serait grandement facilité et encouragé si elles avaient toutes les mêmes poids et mesures mais il le serait encore davantage si l'on introduisait en même temps une monnaie universelle. »

Hegewisch, sur des principes partiellement analogues à ceux qu'avait énoncés Scaruffi deux siècles plus tôt, énumère les avantages pour les commerçants en termes de facilité de calcul, pour les particuliers qui n'auraient plus de problèmes de change, pour les financiers et rentiers qui ne courraient plus les risques de spéculations sauvages, pour les voyageurs comme pour les banquiers en matière de change. « *La création d'une monnaie universelle, poursuit Hegewisch, ne pourrait être réalisée que par une convention des nations européennes, obéissant à deux règles. D'une part, le degré de fin des monnaies d'or et d'argent et celui des deux métaux... doivent être déterminés de manière que l'orfèvre ou l'artiste ne puisse trouver aucun avantage à fondre des monnaies pour leur travail. D'autre part, les monnaies doivent avoir une forme et être monnayées sous une empreinte telle que ni rognures ni entailles ne puissent avoir lieu le moins possible. »*

28

Rien ne prouve qu'Hegewisch ait lu Scaruffi mais l'essentiel de ses recommandations recoupe celles de l'Italien, tout comme la liste des avantages que l'opération assurerait aux particuliers et aux nations. Le droit de seigneurage disparaîtrait, les impôts, douanes, pensions, salaires se trouveraient partout unifiés. « *Ce projet, conclue-t-il, mérite sans doute, autant que les propositions de paix générale, d'être examiné par un congrès de toute l'Europe. La paix générale offrirait incontestablement des avantages plus grands que cette monnaie universelle mais les avantages de celle-ci ne sont pourtant pas à mépriser. Le plus court moyen.. serait que toutes les nations acceptassent l'or pour étalon monétaire général. L'argent pourrait alors être conservé dans chaque pays sur la base actuellement en usage et aussi longtemps qu'il serait nécessaire pour écarter les obstacles à un système monétaire universel fondé sur l'or. »*

Selon les habitudes de l'époque, le projet d'Hegewisch suscite bientôt des réactions et surtout celle de Jean-George Busch³⁹, lui aussi historien, mathématicien et économiste, qui publie, à Hambourg, en 1789, les *Principes sur la politique des monnaies et sur l'impossibilité d'introduire une monnaie universelle*. Il développera des arguments complémentaires dans

39. J.G. Busch (1728-1800), fonde et dirige pendant une large partie de sa vie l'Académie du commerce de Hambourg, sorte d'école de commerce avant la lettre. Grand érudit, polyglotte de talent, il pose, de son côté, la question de la langue universelle. Il publie un nombre assez important de traités de mathématiques, d'ouvrages sur l'économie et le commerce. Philanthrope, il crée une école pour les pauvres, célèbre dans toute l'Allemagne.

un autre gros ouvrage : *Sammtliche Schriften über Bankgeld, Münze et Münzverwirrung*, édité après sa mort, en 1801.

Sa position critique s'appuie sur les rapports différents entre l'or, l'argent et le cuivre dans les divers Etats, sans prendre en compte les propositions de convention imaginées par Hegewisch et qui auraient retenu l'or comme unique étalon. Les oeuvres de Busch mériteraient un examen plus approfondi que l'abondance des textes et la méconnaissance de la langue m'ont empêché de réaliser ici.

Monnaie mondiale, monnaie européenne dans la première moitié du XIXe siècle

L'attrait des intellectuels allemands pour ces affaires de monnaie universelle ou internationale trouve une autre manifestation, exactement au même moment, dans les développements antithétiques de J.G.Fichte sur *L'Etat commercial fermé*⁴⁰. La détérioration des relations politiques internationales, les guerres de la Révolution et du Consulat en Allemagne, la coalition contre la France, les mouvements de révolte intérieurs en Allemagne ne laissent pas d'inquiéter les intellectuels, même lorsqu'ils avaient pu être, comme Fichte, favorable aux idées révolutionnaires de liberté et de fraternité. Dans ce traité de philosophie politique théorique, J.G.Fichte, reprenant en quelque sorte les thèses exprimées par Platon dans *Les Lois*, esquisse un modèle de « l'Etat de raison » qui veut échapper au « grand Etat commercial international » et à la « monnaie mondiale » car « la valeur de la monnaie mondiale par rapport à la marchandise n'a point d'autre garantie que l'opinion publique, cette proportion est variable et fluctuante tout comme celle-ci. » Le propos de Fichte ne vise pas la mise en place d'une monnaie universelle mais, au contraire, à la constitution, au travers de son Etat commercial fermé, d'un pôle de résistance à cette redoutable « monnaie mondiale » qu'il décrit abondamment et qui n'est pas sans quelque rapport, au moins théorique, avec notre situation actuelle de globalisation ou de mondialisation. Dans une Allemagne soumise par les circonstances à la famine et à la pénurie, Fichte dessine un modèle original où certains commentateurs ont voulu, abusivement, voir l'anticipation du système de la planification socialiste, alors qu'à mes yeux il évoquerait davantage l'exemple américain, entre protectionnisme d'un côté et « dollarisation » de l'économie mondiale, de l'autre.

« Toute possibilité du commerce mondial, écrit Fichte, repose sur la possession d'un moyen d'échange valant pour toute la terre et sur son caractère utilisable par nous-mêmes. A celui qui ne possède pas ce signe de la valeur,

40. J.G.Fichte, *L'Etat commercial fermé*, trad.fr., Paris-Lausanne, L'Age d'homme, 1980.

- monnaie d'or ou d'argent - universellement accepté, l'étranger ne voudra rien vendre... Un commerce par le moyen de la monnaie est désormais impossible entre eux. Seul subsiste le troc, marchandise contre marchandise et celui-ci ne devrait pas prendre le dessus, déjà en raison de son inconvénient... Ainsi, la solution de notre problème sera la suivante : toute la monnaie mondiale se trouvant aux mains des citoyens, c'est à dire tout l'or et tout l'argent, serait à mettre hors cours et à changer en une nouvelle monnaie nationale, qui ne vaudrait qu'à l'intérieur du pays et qui seule vaudrait dans ce pays... Par la mesure décrite plus haut, le gouvernement entre en possession de toute la monnaie mondiale qui circulait jusque là dans le pays... Par conséquent, il n'en usera plus qu'avec l'étranger, il deviendra par rapport à cet étranger une puissance considérable et prédominante, couverte à l'intérieur aussi et se suffisant à elle-même... le gouvernement paie ou encaisse de la monnaie mondiale; avec l'étranger, avec le citoyen, il paie ou encaisse de la monnaie nationale... C'est pourquoi le premier Etat qui se ferme ne doit épargner ni son or ni son argent; plus tôt il les dépense et plus il obtiendra en échange; ultérieurement leur valeur décroîtra jusqu'à atteindre leur vraie valeur intrinsèque. Ici, le premier gagne le plus; celui qui vient ensuite gagne d'autant moins qu'il est venu plus tard. »⁴¹

Les craintes exprimées par Fichte dans son essai politique trouveront leur confirmation effective, quelques années plus tard, dans une correspondance de Napoléon Ier aux rois de Naples et de Hollande, retrouvée par hasard par E. de Parieu en 1871, peu de temps après la chute de Napoléon III et qui aurait pu entraîner davantage la conviction du neveu en faveur de l'Union latine, dans sa deuxième phase de 1867, si ce dernier avait eu connaissance des écrits de son glorieux oncle⁴². L'empereur, quoiqu'en termes brefs et techniquement précis, puisqu'il se réfère aux dispositions de la loi de germinal an XI, paraît caresser, lui aussi, le projet d'une monnaie unifiée sur l'ensemble de l'Europe.

« Mon frère, écrit-il aux deux souverains, si vous faites frapper de la monnaie, je désire que vous adoptiez les mêmes divisions de valeur que dans les monnaies de France, et que vos pièces portent d'un côté votre effigie et de l'autre les armes de votre royaume. J'ai déjà fait la même chose pour mon royaume d'Italie. Les princes confédérés font la même chose. De cette manière, il y aura dans toute l'Europe uniformité de la monnaie, ce qui sera d'un grand avantage pour le commerce. Il n'y aurait pas d'inconvénient à faire mettre en légende la valeur de la monnaie, comme, par exemple, NAPOLEON DE 20 FRANCS, etc. à Finkenstein, le 6 mai 1807. »

Le temps et les circonstances n'ont pas permis de parvenir à la réalisation de ce rêve napoléonien d'une monnaie européenne uni-

41. J.C.Fichte, op.cit., passim, Livre II, ch.3, 4, 5, 6 et Livre III, ch.2, 4, 5, 6.

42. E. de Parieu, La question de l'unification monétaire en 1870, in : Journal des économistes, 15 mai 1871.

forme, dont l'Angleterre, à tout le moins, aurait été exclue *de facto*, sauf au prix risqué de quelque nouvelle tentative de débarquement conquérant. Au reste, comme on le sait, la faiblesse de la monnaie britannique dans ces périodes servit précisément d'atout aux Anglais pour favoriser le retournement politique et militaire de la situation internationale et l'effondrement de l'empire français. Elle servit ensuite d'argument, après la victoire et le Congrès de Vienne, pour l'adoption, en 1816, de l'étalon-or.

Malgré les exhortations renouvelées à la paix universelle et à une confédération européenne des nations, exprimées par différentes personnalités internationales, autour du Congrès de Vienne, l'idée d'une monnaie internationale ou unique tend à disparaître pendant quelques décennies. Dans le mémoire d'Henri de Saint-Simon : *De la réorganisation de la société européenne*, publié en octobre 1814, tous les ingrédients de la construction politique des Etats-Unis d'Europe (Parlement, institutions économiques, etc.) sont posés sans qu'il y soit jamais fait mention de la monnaie⁴³. Il est vrai, d'une part, que le vieil utopiste souhaite que chaque Etat demeure indépendant au sein de la confédération et que, d'autre part, il avait, l'année précédente, adressé un pamphlet à Napoléon en le suppliant de quitter la Hollande, l'Italie, les Principautés confédérées, etc., tous ces pays où l'empereur voulait imposer la monnaie française.

31

Les réformes monétaires s'opèrent, au cours du deuxième quart du XIXe siècle, surtout au niveau national et sont le plus souvent relatives à l'unité de poids et mesure, sur le principe français posé lors de la Révolution. Si la France ne modifie pas le système fondé sur les textes de l'an XI, auquel restent attachés la Suisse et bientôt la Belgique indépendante, l'Angleterre, de son côté, entreprend une série de réformes, entre 1816 et 1847. L'un des thèmes récurrents, et néanmoins constamment écarté, est celui de la décimalisation, dans l'intention louable de la part des promoteurs, de tenter une unification des mesures au plan international et quitter le système complexe vigésimal et duodécimal où une livre vaut 20 *schillings*, soit 240 *pence* et 960 *farthings*. Les commissions se succèdent à rythme régulier, certaines reprenant aussi en prime, après la réforme de 1816, le débat sur le rapport or-argent, mais les résultats sont nuls à chaque fois et continueront de le rester longtemps. Un même mouvement est observé, simultanément, aux Etats-Unis, toujours dans la perspective d'accrocher la monnaie au système métrique et à un rapport unique or-argent. Déjà, en 1794, la Convention avait vainement incité les Etats-Unis à se rallier au modèle français et, en 1821, John Quincy Adams, soumet au Congrès un nouveau rapport sur les poids, mesures et monnaies qui restera sans effet. Une réforme de 1834 trans-

43. H. de Saint-Simon, *De la réorganisation de la société européenne*, Genève, 1814.

forme cependant le rapport entre l'argent et l'or qui passe de la base de 1 à 15 à celle de 1 à 16, puis, entre 1849 et 1857, de 1 à 16 1/2., après la découverte des mines d'or en Californie en 1848 qui obligera les Américains à billonner leurs monnaies d'argent. A l'occasion de son rapport, en 1821, J.Quincy Adams n'en avait pas moins appelé à la convocation d'une conférence mondiale pour réfléchir sur un système uniforme des poids, mesures et monnaies qui « *créerait des liens de sympathie entre les peuples les plus éloignés, répondrait à tous les besoins d'un commerce civilisateur et créerait une langue commune sur les poids et mesures.* »

Mais la tendance générale de la période reste aux politiques nationales ou bien aux conventions régionales comme on le voit, en 1837, avec la première *Münzverein* qui rassemble la majorité des royaumes, principautés et villes de l'Allemagne du nord et du sud, cette fois autour d'un étalon monétaire unique en argent, par référence au vieux *mark* des mythes germaniques et au marc de Cologne en usage depuis la fin du XVIIIe siècle. Les monnaies d'argent seront encore, sous la pression prussienne, l'étalon commun du traité austro-germanique de 1857, l'or se trouvant cantonné dans la seule ville franche de Brême. Des oppositions naissent cependant dans le monde économique allemand et par le biais du *Handelstag* (Réunion des Chambres de commerce ou Diètes commerciales) une proposition sera votée à Francfort, en 1865, réclamant l'émission d'une monnaie d'or, équivalente de la pièce de 20 francs. Cette évolution explique ainsi, d'une part, la confiscation des réserves d'or de la Banque de France en 1871 et, d'autre part, la réunification monétaire de 1873 et 1875 sur la base du *Reichsmark* d'or.

La question de la monnaie internationale (1850-1865)

A coté de ces mesures engagées à l'intérieur des nations ou au sein de groupes de pays à la culture homogène, les discussions sur la monnaie universelle ou internationale ne se raniment, en fait, avec un élan et une concentration tout à fait inédits, qu'au début des années 1850 et elles se répartissent dans nombre de pays, dont la France est sans doute le plus actif et entraîne dans son sillage les nations méridionales. Plusieurs facteurs expliquent cette soudaine animation, l'un des plus déterminants restant la crise qui affecte l'argent après les découvertes de gisements aurifères en Amérique et en Australie, vers 1848, provoquant un bouleversement du rapport or-argent dans le commerce européen. Les mouvements politiques et révolutionnaires qui agitent l'Europe dans ces mêmes années ont également un effet sur les politiques monétaires, la crise française de 1848 en offre un exemple éclatant. L'extension des activités industrielles et commerciales, leur internationalisation jointe à celle des institutions de crédit et des marchés financiers, s'ajoutent à ces motifs pour susciter une réflexion à la quelle vont participer à la fois les

économistes et les gouvernements.

En France, notamment, les traités ou articles savants sur la question de la monnaie se multiplient subitement autour de 1850. A la raréfaction de l'or, à la dépréciation de l'argent dans les années 1830, succède dorénavant la hantise d'une surproduction de l'or. La question, cruciale en France, du bimétallisme qui n'avait guère tracassé les bons esprits depuis l'an XI, excite une grande curiosité et, tandis que le gouvernement sollicite quelques commissions spécialisées, les grands économistes du temps, Michel Chevalier, Charles Coquelin, M. Levasseur, Michel Wolowski, Léon Faucher, multiplient, pendant une quinzaine d'années, publications et polémiques sur cette difficile dialectique de l'or et/ou de l'argent et sur l'unicité ou la dualité de l'étalon⁴⁴. Un même enthousiasme soulève leurs homologues anglais, allemands, espagnols ou portugais, mobilisant rencontres, correspondances et débats dans les périodiques savants. Dès 1851, en Allemagne, M. Henrichs, propose un plan pour une langue et une monnaie universelles, reprenant certaines idées émises par Hegemisch, au siècle précédent⁴⁵. Le Belge E. de Laveleye, auquel l'on attribue l'invention du terme de « bimétallisme », développe déjà les avantages d'une monnaie internationale. En Hollande, M. Nahuys, rejoint les thèses exposées en France par M. Chevalier et M. Léon et plaide, de son côté, pour une uniformité des poids, mesures et monnaies.

33

Tandis que les savants discutent, la situation se détériore sur le terrain du commerce et de la politique; le rapport or-argent qui était resté depuis l'an XI, *grosso modo*, de 1 à 15 1/2 avec quelques pointes à 16, se trouve rompu en faveur de l'argent. La fuite des monnaies d'argent, entre le réveil des guerres continentales, l'aspiration par le marché allemand du métal argent et l'extension des relations commerciales de l'Europe avec l'Asie du sud-est où l'argent domine, inquiète les gouvernements des pays qui avaient adopté, depuis les conquêtes napoléoniennes, le système français, la Suisse, la Belgique et l'Italie, désormais unifiée depuis 1860. Entre 1860 et 1864, chacun de ces pays est conduit à affaiblir les monnaies d'argent pour maintenir une abondance de pièces divisionnaires dans la circulation, en remettant néanmoins en question l'équilibre antérieur entre les nations.

A l'invitation de la Belgique, Napoléon III décide de convoquer, en 1865, une conférence réunissant ces quatre pays, aux fins de régler ensemble la fabrication et la circulation monétaire. Ainsi est signée, le 23 décembre 1865, la Convention monétaire organisant l'Union monétaire

44. L'on peut se reporter utilement à la thèse précise et documentée de A. Roman, *Le mouvement d'idées relatif au bimétallisme en France au XIXe siècle*, Faculté de droit de Paris, 1947.

45. F. Henrichs, *Mémoire sur les avantages d'une langue et d'un système monétaire communs à plusieurs Etats*, Paris, Guillaumin, 1851.

que l'on dira bientôt latine. Selon les vœux du gouvernement impérial, « l'Union monétaire devait être le prélude d'une association plus intime et d'un ordre plus général entre les pays latins. » En 1867, à l'occasion de l'Exposition universelle, une nouvelle Conférence monétaire se tient à Paris, réunissant vingt et un pays et elle vote une résolution selon laquelle « la communauté monétaire des nations ne peut s'opérer que par l'adoption de l'étalon unique, l'or. » Venant contrarier les mesures législatives que la France avait adoptée le 14 juillet 1866, en application de la Convention de 1865, ces décisions ont laissé un doute au sein du gouvernement français et entravé le cours des opérations souhaitées par la Conférence, à leur tour bouleversées par l'approche du conflit franco-prussien.

Cette Union latine que la Grèce rejoint en 1867, suivie de la Roumanie et de l'Espagne en 1868, n'en sert pas moins de référence attractive pour plusieurs pays européens comme les Etats pontificaux et l'Autriche qui solliciteront l'adhésion au moment malheureusement où les relations entre la France et la Prusse s'enveniment.

Ces réunions provoquent en même temps un sursaut d'activité créatrice chez les économistes, en France et à l'étranger, et, à nouveau, les projets de monnaie universelle ou de monnaie internationale fleurissent dans les revues scientifiques spécialisées. Une fois encore, les points de vue divergent selon les auteurs, les uns se rangeant dans la tradition matérielle, les autres dans la logique nominale ou pondérale.

34

En Espagne, économistes et politiques, se rallient non seulement au plan de l'Union latine mais plus encore aux projets d'une monnaie internationale. En Angleterre, les revues spécialisées, *The Economist* et la *Revue d'Edimbourg* notamment, consacrent de nombreux articles à ces questions, comme d'autres journaux en Autriche, autour du baron de Hock, ami et allié d'E. de Parieu.

La polémique des économistes sur l'étalon (1865-1875)

Le maître d'oeuvre de l'Union latine, Emmanuel Esquirou de Parieu, vice-président du Conseil d'Etat, ministre de Napoléon III et membre de l'Institut, apportera une contribution intellectuelle personnelle que l'on a malheureusement négligée depuis bien longtemps. Resté dans les mémoires comme le responsable malheureux d'une « Union boiteuse », Parieu a connu un oubli injuste car, non seulement il a publié une abondante suite d'articles très intéressants dans les meilleurs périodiques, entre 1858 et 1880, mais il a surtout soutenu avec obstination des points de vue originaux et très différents de ceux qui sont restés associés au souvenir de l'Union latine. Contrairement aux idées reçues depuis au moins la fin du siècle dernier, l'Union latine aurait pu réussir et connaître, grâce à l'étalon-or, une portée vraiment internationale, si les événements, d'une part, n'en avaient hâté la mise en suspens et si, d'une autre

part, les idées de Parieu et de ses amis ne s'étaient pas heurté aux réactions hostiles des régents de la Banque de France et des grands économistes français du moment.

Dans ses multiples travaux, E. de Parieu expose différents projets d'uniformité monétaire ou d'union monétaire internationale, luttant opiniâtement jusqu'au bout pour l'adoption de l'étalon or qui, selon lui, favoriserait la concertation entre les nations.

En 1866, après la première convention de 1865, contre les positions de Chevalier et Léon qui veulent assimiler le système monétaire au système métrique, E. de Parieu écrit : « Si tout ou partie des perspectives que nous traçons devait se réaliser un jour, il en résulterait une déviation ou un circuit des espérances conçues par les grands fondateurs du système métrique parmi nous, sur un point étranger aux poids et mesures proprement dits; mais si les destinées du franc d'argent en étaient restreintes sans être détruites, ce serait le franc d'or qui... profiterait d'une révolution... et serait probablement un jour la monade de la circulation métallique universelle.... Avec l'acceptation de l'étalon d'or...(nous aurions) possibilité d'accord avec la grande puissance commerciale de l'Europe, l'Angleterre, et même avec l'Allemagne... destruction graduelle dans l'ordre économique d'une de ces barrières si nombreuses qui séparaient jadis les peuples et dont l'abaissement facilite leur conquête morale mutuelle, servant de prélude aux fédérations pacifiques de l'avenir.⁴⁶ »

Un an plus tard, dans un article traitant « De l'uniformité monétaire », il envisage la mise au point d'une monnaie d'or universelle ou au moins européenne: « Si l'on voulait réaliser en termes précis l'uniformité monétaire sur la base des faits déjà prépondérants dans le monde, on pourrait imaginer que diverses nations contractantes adopteraient pour unité d'or commune la pièce d'or de 5 fr., de 10 fr. ou de 20 fr., et par exemple, notamment la pièce de 10 francs, qu'on définirait comme le trois cent dixième partie d'un kilogramme d'or fin et qu'on appellerait **europé**, je vais le supposer, si l'on espérait y amener l'Europe entière, et sauf la tierce opposition attendue de la part de l'Amérique.⁴⁷ »

En 1868, faisant le point des travaux de la Conférence internationale de Paris de 1867, il continue de défendre la nécessité d'une unification monétaire sur la base de l'étalon d'or. « Nous ferons seulement remarquer, en employant les expressions de Kant (dans son *Projet de paix perpétuelle*), que cette unification serait un premier pas fait dans la solution du grand problème de la constitution cosmopolitique de l'humanité... La monnaie n'a pas naturellement de frontières... la similitude des institutions aiderait les hommes à reconnaître l'identité de leur nature et la fraternité de leurs races. » Et il ajoute, point de vue assez exceptionnel parmi ses collègues économistes :

46. E. de Parieu, *La question monétaire en France et à l'étranger*, in : *La Revue contemporaine*, décembre 1866.

47. E. de Parieu, *De l'uniformité monétaire*, in : *Journal des économistes*, juin 1867.

« Nous considérons l'unité de législation et d'impôt sur les instruments de change comme le complément naturel de la réforme qui aurait uniformisé les signes monétaires dans lesquels est exprimé chez les diverses nations d'Europe l'objet direct des paiements à l'usage du commerce et des relations internationales. »⁴⁸

Assurément, E. de Parieu est, dans ces quelques années, l'auteur le plus productif sur toutes ces questions et s'il est difficile de rendre compte ici de ses nombreuses dissertations, il vaudrait la peine qu'un examen systématique de son oeuvre fût un jour entrepris.

Entre 1867 et 1868, plusieurs économistes de renom apportent, eux aussi, leur contribution à ces réflexions internationales mais les arguments sont souvent contradictoires et cette variation des positions, le plus souvent parmi les savants les plus célèbres n'a sans doute pas facilité les décisions politiques. Emile de Laveleye plaide à nouveau pour une monnaie internationale. « De nombreuses raisons, écrit-il à la veille de la Conférence monétaire de 1867, que le mouvement économique de notre temps rend chaque jour plus pressantes, semblent réclamer l'adoption d'un instrument d'échange international, circulant partout et consacrant la communauté d'intérêts qui relie tous les peuples...

36

La solidarité chaque jour plus étroite des différents marchés monétaires trouverait aussi un utile auxiliaire dans l'emploi d'un même agent de la circulation. L'adoption d'une monnaie internationale favoriserait ce mouvement dont les deux parties profitent... Il est donc à désirer que le même monnaie puisse servir à régler ces différences, tantôt au profit de tel pays, tantôt au profit de tel autre. Il est enfin un autre caractère du mouvement économique contemporain qui appelle une réforme monétaire. Le capital est devenu cosmopolite. Le génie industriel des nations de l'Europe occidentale ne se contente plus d'exploiter le fonds productif de la patrie; il se transporte partout en Europe et au delà des mers emportant avec lui le capital nécessaire pour construire des chemins de fer, fonder des banques, améliorer l'agriculture, percer les isthmes... dans le monde entier.... Or pour transporter ces capitaux dans les pays où ils sont réclamés, il faut du numéraire. Si ce numéraire était émis d'après un type uniforme et une valeur égale, il est certain que la circulation d'un pays dans l'autre deviendrait aussi facile qu'il l'est maintenant dans le cercles des frontières de chaque nation... Pour rendre plus forte, lus efficace cette aversion à la guerre, multipliez toutes les relations auxquelles la monnaie sert d'intermédiaire, vous ne pourrez ruiner l'ennemi sans compromettre l'épargne que vous aurez placée sur son territoire et en frappant un adversaire vous tuerez un débiteur.... La monnaie universelle circulant partout, franchissant toutes les frontières, est le symbole saisissant du lien qui embrasse tous les peuples, complément nécessaire du chemin de fer qui rapproche les hommes et du

48. E. de Parieu, Situation de la question monétaire internationale, in : Journal des économistes, juin 1868.

télégraphe électrique qui supprime les distances. »⁴⁹

Les controverses particulières qui opposent les partisans du système métrique et ceux de la valeur nominale ont contribué à semer le doute dans les esprits, surtout au sein du gouvernement. Comme le remarque d'ailleurs E. de Parieu dans une note de bas de page d'un de ses articles « Dans les nombreux ministres des finances que j'ai servis ou dont je suis devenu le collègue depuis plus de vingt ans, un seul peut-être n'exprimait pas de méfiance pour l'économie politique. » Aussi, lorsqu'à l'occasion ou autour des conférences et des commissions monétaires, les économistes français, au reste non sans courtoisie ni élégance, s'affrontent sur des questions théoriques, chacun, dans les cercles politiques ou dans l'opinion publique, ne peut manquer de se poser des questions.

« C'est une chose bien enviable, écrit ainsi Michel Chevalier dans *L'Économiste français*⁵⁰, que l'uniformité de la monnaie parmi les peuples européens. Rien ne serait plus conforme aux tendances de la civilisation et aux besoins du commerce moderne... Les hommes s'habituent à considérer comme une patrie l'Europe entière, toute la planète même... Ces progrès divers, car tout cela est du progrès, appellent l'uniformité monétaire. » Mais après ce préambule optimiste, l'éminent économiste et ancien ministre du commerce s'interroge sur le meilleur chemin pour réussir « car les nations ont leur fierté qui n'est pas très maniable. Une grande nation n'en imitera pas une autre pour le plaisir d'imiter; pour les Etats, ce plaisir est assez mince. »

37

Quelques polémistes, émules de Chevalier et adeptes du système métrique, vitupèrent ce qu'ils appellent « la difformité monétaire » élaborée par le Comité international de 1867⁵¹. Avec plus de sérieux, Charles Le Touzé reprend la problématique de Parieu sur l'uniformité monétaire et l'unité de l'étalon⁵² et il s'interroge sur les possibilités d'aboutissement. « On ne saurait se dissimuler qu'une réforme générale des monnaies, dans le sens de l'unité, offre les plus sérieuses difficultés car il s'agit de lutter contre les traditions du passé, de vaincre des préjugés, enfin de faire disparaître les dissidences d'opinion qui ne peuvent manquer de se produire sur les moyens pratiques. » Il appuie la résolution de la Conférence de 1867 pour un étalon unique et, tout en se demandant si l'or ne présente pas finalement les mêmes risques que l'on a voulu reconnaître à l'argent, Le Touzé opte pour l'or, reprenant l'expression d'E. de Parieu « La monnaie d'or, c'est la monnaie de l'avenir ». « Je crois avoir suffisamment démontré, conclut-il, que la suppression de l'étalon d'argent, déjà accomplie en partie, non seulement ne jettera aucun trouble dans la circulation métallique mais encore est indispensa-

49. E. de Laveleye, *La monnaie internationale*, in : *Revue des deux Mondes*, avril 1867.

50. M. Chevalier, *L'unification monétaire*, in : *L'Économiste français*, 7 mars 1867.

51. Th. Mannequin, *Nous voulons l'uniformité et non la difformité monétaire*, in : *L'Économiste français*, 8 août 1867.

52. Ch. Le Touzé, *De l'uniformité monétaire et de l'unité de l'étalon*, in : *Journal des économistes*, mars 1868.

ble pour arriver à l'union monétaire entre les peuples... il s'agit d'une oeuvre de civilisation, d'une oeuvre de progrès, en un mot d'une des plus belles réformes de ce siècle. »

Courcelle-Seneuil, économiste véhément, présente un projet d'une monnaie internationale⁵³ et suggère une monnaie « qui prendrait pour nom *Unité*, pièce d'or, du poids de 2gr., au titre de 900/1000, dont le centième serait une pièce de cuivre... Le commerce pourrait, s'il le voulait, compter dans l'univers entier, par unités et centièmes. L'Unité se rapprocherait de notre pièce de 5 francs, qui pèse 1, 6129 gr., et du dollar Nord-Américain qui pèse 1,6710. Elle vaudrait 6,20 frcs. de notre monnaie actuelle, 59 1/2 pence anglais et 120 cents des Etats-Unis... L'adoption de la pièce d'or de 5 frcs. comme unité serait une sorte d'abandon du système métrique. »

La proposition de Michel Chevalier, en 1868, en réponse à l'article d'E. de Parieu sur la question monétaire internationale, vise aussi à l'établissement d'une monnaie universelle⁵⁴ mais elle est symétriquement opposée puisque, conforme à ses idées souvent exprimées auparavant, Chevalier revient au système métrique. Adversaire du double étalon, apôtre, pour quelques temps encore, du monométallisme argent, Chevalier veut conserver l'unité de poids, comme la livre en Angleterre ou le marc en Allemagne : « tout ce qui est propre à restaurer dans les esprits cette idée si simple, si vraie, si juste, qu'une pièce de monnaie n'est qu'un lingot certifié... A cet effet, la monnaie internationale devrait porter en toutes lettres l'indication du poids et de son titre... » Michel Chevalier, très attaqué par le champion du bimétallisme Henri Cernuschi, trouve un allié efficace avec M.Léon, ingénieur des ponts et chaussées, correspondant de l'Académie des Sciences et grand fanatique du système métrique. Les deux hommes qui avaient déjà développé leurs idées avant les projets de réforme et d'Union, se retrouvent en 1867-1869 pour promouvoir à nouveau leur projet.

« Si nous voulons concourir à l'établissement d'une monnaie universelle, écrit Léon au secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, nous ne devons pas nous préoccuper seulement de nos convenances nationales; nous avons aussi à compter avec le jugement des autres nations et nous ne rallierons jamais l'unanimité des suffrages sans nous appuyer sur un principe rationnel... le système métrique.⁵⁵ Un an plus tard, il renchérit, à l'approche de la Conférence de 1867, « le parti le plus simple, le plus sûr moyen de s'entendre d'un pays à l'autre, serait donc de désigner chaque pièce par son poids... il suffirait pour avoir la même unité monétaire d'adopter partout la même unité de poids... Dans tous les cas, l'uniformité du titre et l'uniformité du poids sont

53. Courcelle-Seneuil, *Projet d'une monnaie internationale*, in : Journal des économistes, juin 1868.

54. M.Chevalier, *De l'établissement d'une monnaie universelle*, in : Journal des économistes, octobre 1868.

55. M.Léon, Note n°2 sur le système métrique considéré dans son application aux monnaies, Académie des sciences, 22 août 1867.

*deux conditions nécessaire pour que les pièces de la monnaie internationale puissent couramment circuler par tout pays.*⁵⁶ Dans deux notes successives, après la Conférence internationale, Léon se rallie, à sa manière, aux opinions majoritaires en faveur de la monnaie-or mais toujours par référence au système métrique. « *La question de l'uniformité des monnaies ne doit pas être séparée de celle qui embrasse l'uniformité de toutes les mesures. Les monnaies ne sont qu'une branche de notre système métrique et c'est ce système que nous nous proposons de faire adopter partout... Une seule monnaie, la monnaie d'or; toutes les pièces au même titre de 9/10 d'or fin, toutes désignées par leur poids ramené à un nombre entier en grammes*⁵⁷... *N'oublions pas qu'il s'agit pour nous, non seulement d'obtenir l'uniformité des monnaies mais d'arriver à la communauté des mesures de toute espèce. L'uniformité des monnaies ne doit être considéré que comme un premier échelon...* »⁵⁸

Ainsi et contrairement aux évolutions ultérieures ou à ce que l'histoire injuste a voulu retenir de cette malheureuse Union latine, les fondements étaient posés, dès 1867, d'une union internationale reposant sur l'étalon or et dont l'on peut, au moins, imaginer qu'elle aurait transformé les relations internationales, avec soixante ans d'avance sur les vaines conférences monétaires de l'entre-deux-guerres. Comme l'explique très bien E. de Parieu, quelques années plus tard, les vues unitaires des participants à la Conférence de 1867 et des économistes nationaux et internationaux, en particulier par rapport à l'étalon-or, conduisent le ministre des finances, Emile Magne, à réunir, dès 1868, une commission administrative chargée d'examiner la faisabilité de ces innovations. La commission rend ses résultats à la fin de l'année 1869, ils sont favorables aux conclusions de la Conférence mais le ministre, toujours non convaincu et fortement soumis aux pressions de la Banque de France hostile à l'étalon-or, relance le dossier devant le Sénat et le Conseil supérieur du commerce qui entreprennent ensemble une grande enquête dans les premiers mois de 1870. Quoique dans les formes les plus aimables, deux positions s'affrontent de nouveau, l'une, théorique, représentée par Michel Chevalier et ses disciples, l'autre, plus pragmatique, par Emmanuel de Parieu et les membres de la commission monétaire de 1867. Finalement, ayant entendu un immense cortège d'experts, la commission d'enquête aboutit aux mêmes conclusions favorables⁵⁹ que précédemment lorsque la guerre éclate soudain entre la France et la Prusse. En décrétant le cours forcé du billet de banque, le gouvernement

56. M.Léon, *Lettres sur la question monétaire*, Paris, Guillaumin, 1868.

57. M.Léon, *Nouvelle note sur la question monétaire*, Toulouse, Pradel, 1868.

58. M.Léon, *La monnaie international et le système métrique*, in : *Le Temps*, 28 juillet 1869.

59. *Onze experts soutiennent le système du double étalon et vingt-six, celui de l'étalon-or. La situation a donc très largement évoluée par rapport à 1867 où, dans les rangs de la commission monétaire réunie avant la Conférence, cinq membres contre avaient voté pour le double étalon contre l'étalon or. Parieu était pour, Chevalier et Wolowski contre.*

français va donc évacuer, contraint par la nécessité des événements, la question des monnaies métalliques pour un moment.

« *La vivacité de la lutte entre la race allemande et la race française, écrit de Parieu en 1871 à la fin du conflit, semble avoir été en raison même de la diversité des systèmes monétaires des deux peuples. Si l'on apprécie la distance qui sépare le système monétaire des nations latines du système monétaire de la Grande Bretagne et de celui de l'Allemagne, on dirait que les monnaies, les langues et les institutions sont presque réciproquement à égale distance... Si les bases adoptées par la conférence de 1867 continuent à être vues avec faveur dans le midi de l'Europe, elles peuvent y donner lieu à une agrégation des peuples latins... Si l'idée se propage plus fortement et si les résistances qui ont paru naître du côté de l'Allemagne viennent à s'effacer, il y aura quelques chances d'une base uniforme s'imposant aux Etats principaux du monde... Sans doute, dans le moment actuel, l'Allemagne doit être influencée par l'idée de la force et de la supériorité de ses institutions, sans bénéfice d'inventaire peut-être suffisant. Mais ces entraînements de la bureaucratie cesseront : les vœux du commerce allemand se feront entendre. Ils sont dictés par ses délibérations passées et la réflexion convaincra les Germanistes les plus fanatiques que le Thaler avec ses divisions incommodes... est plutôt une monnaie digne de la Macédoine que de la Grèce.* »⁶⁰

40

Malheureusement, les circonstances ne vont pas remplir les vœux de Parieu car, dès lors que l'Allemagne, ayant raflé l'or français, décide d'adopter l'étalon-or, les gouvernements de la IIIe république se replient sur le système bimétallique de l'an XI. « *L'Allemagne, écrit encore Parieu en 1872, sait très bien ce qui se passe dans le monde et surtout autour d'elle. C'est sa vieille et studieuse tradition... La Prusse sait qu'adopter l'étalon-or c'est pour elle relever notre négligence, prendre la tête du mouvement monétaire international et se procurer la chance de nous enlever le rôle que la confiance de l'Europe nous donnait en 1867 à notre ascendant... Et d'un autre côté, la science allemande s'est approprié, pour la manière de passer à l'étalon unique d'or, les conclusions de nos délibérations de 1869, avec lesquelles certains des votes de Lübeck ont une évidente analogie... On dirait qu'en Allemagne le pouvoir est à la pensée, tandis que chez nous il appartient à un esprit brillant mais stérile.* »⁶¹

Comme le regrette Parieu dans ce document de 1872, la France va s'enfoncer pendant vingt ans au moins dans une longue controverse entre les tenants du bimétallisme, les obsédés du système métrique et les partisans de l'étalon or. En 1875, Parieu s'inquiète à nouveau de cette confusion « *Plusieurs avocats du statu quo monétaire ont, parmi nous, facilement imaginé une Allemagne hésitante dans sa réforme, embarrassée et au*

60. E. de Parieu, *La question de l'unification monétaire en 1870*, in : *Journal des économistes*, octobre 1871.

61. E. de Parieu, *La politique monétaire en France et en Allemagne*, Paris, Sauton, 1872.

besoin repentante de son initiative... mais la terre n'en tourne pas moins et le mouvement monétaire de l'Allemagne s'accomplit. La base de son système monétaire est le marc d'or... Si l'Allemagne a dû solder une partie des déficits de son commerce avec l'or, la transformation de son outillage monétaire... n'en paraît nullement empêchée... L'argent menacé d'être démonétisé baisse graduellement et... ceux qui l'accueillent acceptent en même temps l'obligation implicite de s'en défaire avec perte... A nos yeux ce serait méconnaître les intérêts évidents des quatre Etats (de l'Union latine) que de ne pas restreindre autant que possible une monnaie partout démodée et repoussée... L'imminence de l'abaissement plus grand encore pouvant résulter de la démonétisation des thalers allemands ne sera pas affaiblie quand on constatera que la masse d'argent à démonétiser dépasse encore celle qui aura pu être retirée... Jamais le monde économique n'avait vu une baisse pareille de l'argent. Aveugle qui n'en est point frappé ! »⁶²

Dans le même temps, comme on s'en souvient, l'Union latine qui est restée dans la configuration fixée par la convention de 1865, essaie de se maintenir. Pendant une dizaine d'années, et malgré les difficultés créées par les problèmes de circulation avec l'Italie, chaque pays tire un réel bénéfice économique de cette Union, en particulier lorsque l'Allemagne, qui vient de faire le choix de l'étalon-or, se trouve vite en manque de monnaie d'argent et doit s'adresser à ses voisins. Mais l'Union s'essouffera peu à peu, au gré de la baisse de l'argent sur le marché mondial. Dès 1873, l'argent est tombé au dessous du pair et cette situation exige de reprendre les frappes. Une nouvelle convention de 1874 règle le rythme des frappes d'argent et rétablit la frappe de monnaie d'or en France mais les attitudes du gouvernement demeurent timides, malgré les cris d'alarme des économistes et des politiques. Ainsi, en 1876, conscient de la crise, Michel Chevalier n'hésite pas à revenir sur ses positions antérieures et dans un article sur « *la dépréciation de l'argent* » prend résolument et définitivement le parti de l'or. « *Enfin est-il sage, est-il politique, est-il praticable de nous isoler du mouvement qui est commun aux plus grands Etats de l'Europe et aux Etats-Unis ? De toutes parts aujourd'hui on se porte vers l'étalon unique d'or en restreignant l'argent à des fonctions accessoires... Les Etats mêmes qui ont l'étalon d'argent reconnaissent la supériorité de l'or... La force des choses nous ramène ainsi aux conclusions du Conseil supérieur à la suite de l'enquête de 1869-1870 et aux mesures qu'il recommande; sachons en prendre la résolution, puisqu'il le faut.* »⁶³

La loi française du 5 août 1876 vient, en effet, suspendre la frappe des pièces de 5 francs, elle est imitée par les autres pays contractants qui se retrouveront, en 1878, pour une nouvelle conférence où l'on suspend la frappe de ces pièces dans l'Union.

62. E. de Parieu, *La politique française dans la question monétaire cosmopolite*, Paris, Pougin, 1875.

63. M. Chevalier, *De la dépréciation de l'argent*, in : *Revue des Deux Mondes*, 1876.

Au cours de ces quelques années, les conférences monétaires rassemblant les pays concordataires de l'Union latine se succèdent à un rythme plus ou moins régulier mais restent exclusivement centrées sur la difficile gestion des accords entre les membres.

Pour un système bimétalliste universel (1875-1895)

La dépréciation de l'argent, due pour une part à une surproduction mondiale et pour une autre aux politiques monétaires de l'Allemagne, des Pays scandinaves⁶⁴ et de l'Angleterre accrochées à l'étalon or, contribue aux situations récurrentes de crise économique de la fin du siècle, ravivant, en termes plus concrets, la discussion entre bimétallistes et monométallistes or ou argent. Le débat s'accroît dans les deux dernières décennies du siècle et devient largement international, la polémique prend une tournure politique.

En France, M.Léon réitère ses propositions d'homogénéisation du système métrique : « *il faut, dit-il, un système monétaire unique car... chercher à établir un système monétaire sans définir l'unité c'est entreprendre de construire un édifice sans poser d'abord les fondations. Voilà pourquoi la conférence de 1867 n'a pas obtenu de résultat ... Il est nécessaire d'adopter une unité monétaire commune, cette unité deva être d'or, elle devra être prise dans le système métrique.* »⁶⁵

42

Henri Cernuschi est, de son côté, particulièrement virulent et s'en prend avec énergie aux vues changeantes et absurdes du vieux maître Michel Chevalier. « *Si l'économie politique en est là, si elle ne fait que glorifier les systèmes abstraits qu'on préfère, sans s'occuper du monde qui nous entoure, sans voir ce qui se passe, sans tâcher de créer l'accord entre la théorie et la pratique, nous renonçons, quant à nous, au titre d'économiste et nous préférons le métier des empiristes; il leur arrive parfois de soulager la douleur. Ce détachement de tout ce qui vit, ce parti-pris de ne pas voir ce qui crève les yeux, sont incroyables* »⁶⁶ ... Le système du double étalon, poursuit-il en citant les propos de M.Chevalier, ne doit pas être confondu avec celui de deux monnaies légales : l'une en or et l'autre en argent; il est indubitable que le législateur français, tout en ne voulant qu'un étalon, qui est en argent, a voulu deux monnaies légales. Les deux métaux, en effet, en vertu de la loi régulièrement interprétée, sont admis à circuler l'un à côté de l'autre, et à payer, l'un aussi bien que l'autre, toute dette quelle qu'en soit le montant... la loi de 1803 n'a créé aucun étalon; elle a créé une monnaie bimétallique au rapport fixe perpétuel de 15 1/2... et la loi a eu raison. C'est la fonction légale de la monnaie qui donne

64. On se souvient que le Danemark, la Suède et la Norvège forment, en 1873, une union monétaire, l'Union scandinave, fondée sur la couronne-or, qui explosera avec la guerre de 1914.

65. M.Léon, L'exposition universelle et l'uniformité des mesures, Paris, Guillaumin, 1878.

66. H.Cernuschi, M.Michel Chevalier et le bimétallisme, Paris, Guillaumin, 1876.

grande valeur au métal; c'est le législateur qui attribue au métal cette fonction. C'est le métal qui doit obéir au législateur et non le législateur au métal... Si le genre humain ne constituait qu'un seul Etat, la monnaie légale pourrait très bien consister en billets. Le gouvernement mondial émettrait, par exemple, des billets cosmopolites à raison de cent unités monétaires par tête d'homme. Il pourrait y avoir des billets blancs et des billets jaunes, ayant entre eux une valeur relative fixée par la loi et, chaque année, le gouvernement mondial pourrait émettre un supplément de billets pour compenser dans la circulation les billets perdus. Aussitôt les billets cosmopolites émis, l'or et l'argent ne seraient plus monnaie... Les billets cosmopolites vaudraient autant que les 10 000 tonnes d'or et les 155 000 tonnes d'argent qui circulent actuellement à l'état de monnaie légale . »

L'opposition entre les nominalistes et les matérialistes se concentre, les uns associent les métaux monétaires au cours commercial, considérant toujours la monnaie comme une marchandise, les autres font dépendre le cours de la monnaie des décisions du législateur : si les lois sont homogènes il n'y a pas lieu à variations. A l'initiative de Cernuschi et de différentes ligues, supportées notamment par la Société des agriculteurs, une conférence monétaire internationale est convoquée en 1881, dont le succès ne sera pas plus brillant. L'Allemagne, un moment secouée par le problème de l'excès d'argent, participe à la réunion mais le gouvernement tranche définitivement en faveur de l'étalon unique en or. Le projet d'une union internationale entre la France, l'Allemagne et les Etats-Unis fait long feu, tandis que s'active, à Londres, l'*Internationale Wahrungassocation*, qui vise à freiner la dépréciation de l'argent.

Comme l'exprime un économiste français, Claudius Cayla : « *les idées particulières et les dispositions gouvernementales sont presque partout les mêmes... Le 15 1/2 universel est donc et semble devoir être toujours une chimère.* »⁶⁷

Aux Etats-Unis, où la guerre de Sécession avait provoqué l'appauvrissement de l'argent et la cessation des frappes, les *Silvermen* reprennent le dessus et font voter le *Bland Act*, en 1878, puis plus tard, le *Sherman Act*, qui autorisent le monnayage en argent. Ces mesures se trouveront quasiment annulées en 1893, par le *Voorhees Bill* qui suspend les achats d'argent par le Trésor américain.

Sous l'impulsion des Etats-Unis, le projet d'un grand système bimétalliste universel est ainsi proposé dans plusieurs conférences monétaires internationales de la période. Malgré la résistance des pays monométallistes or, Angleterre, Allemagne et Union scandinave, le courant bimétalliste se développe à travers le monde. Les mouvements monétaires qui se produisent en Inde sur la roupie d'argent, à partir de

67. Cl. Cayla, *Les monnaies, la réforme monétaire en Allemagne, le passage du double étalon à l'étalon unique d'or*, in : *Journal des économistes*, décembre 1884.

1876, conduisent la reine Victoria à constituer en 1886 la *Gold and Silver Commission*; les Chambres de commerce britanniques adhèrent massivement au projet d'un bimétallisme universel, mais tous se heurtent à la position du gouvernement qui, en 1889, en 1892 ou en 1893, s'obstine à vouloir conserver l'étalon or. L'Angleterre se trouve cependant dans une situation paradoxale puisque l'Empire est partagé entre le monométallisme or en Europe et le monométallisme argent en Inde.

En France, en Belgique, vers 1885-1890, plusieurs économistes, Ed. Théry, H. de Laveleye, H. Cernuschi, farouches partisans depuis longtemps du système bimétallique et de la préférence pour l'argent, s'efforcent de réveiller l'opinion internationale devant la contraction monétaire et la dépréciation de l'argent qui conduisent l'économie du monde vers des situations de plus en plus critiques⁶⁸. Avec d'autres personnalités étrangères, ces apôtres du bimétallisme universel appellent à l'organisation d'un groupement international où les Etats accorderaient la libre frappe des deux métaux sur la base d'un rapport légal, équivalent à celui du cours commercial. Les pays producteurs accepteraient de réglementer la production intérieure d'or et d'argent. Les pays contractants s'engageraient à limiter les émissions de papier-monnaie et à instituer un organisme central de contrôle. Ces manifestations multiples d'opinion à travers le monde stimulent certains Etats qui sont directement concernés, au premier chef les Etats-Unis et les pays membres de l'Union latine qui partagent encore le même régime monétaire.

A l'initiative américaine, une Conférence monétaire internationale est réunie à Bruxelles en 1892 qui devient un lieu privilégié pour les propositions et l'imagination. La question centrale reste naturellement celle du bimétallisme international et une masse impressionnante de projets est soumise à cette occasion par des économistes, des financiers et des politiques du monde entier. Deux thèses majeures sont alors en présence, l'une qui prétend provoquer une hausse du cours de l'argent par un achat massif de ce métal par les Etats du monde, en prescrivant aussi des achats d'or par les Etats européens; l'autre, soutenue surtout par les Américains, veut augmenter les taxes de l'argent par rapport à l'or et rétablir la liberté de la frappe. Dans la délégation anglaise, Alfred de Rothschild suggère de constituer un syndicat international qui achèterait de l'argent pour 125 millions de francs par an pendant cinq ans. Les représentants européens demandent alors que les pays producteurs d'argent acceptent de réduire leur production au cours de cette période mais les Etats Unis et les pays d'Amérique du sud refusent, conduisant à l'échec de la conférence, à la victoire des monométallistes et à l'abandon de l'idée d'une monnaie métallique internationale.

68. Sur les aspects internationaux de l'économie, de la finance et de la monnaie au tournant du siècle, l'on peut se reporter avec intérêt à K. Polanyi, *La Grande transformation*, Paris, Gallimard, 1989.

Vers le Gold exchange standard (1895 -1914)

Le développement du réseau bancaire national et international, la massification du papier et la mise en place rapide, dans le dernier tiers du XIXe siècle, des structures de *clearing* relancent une hypothèse qui avait été, le plus souvent, très violemment attaquée par les économistes français et étrangers lors des discussions des années 1860-1870, visant au recours aux billets de banque pour réaliser enfin cette monnaie internationale dont le monde industriel rêvait depuis longtemps⁶⁹. Cette idée, quoique rejetée par les participants, avait déjà été énoncée à la Conférence de Bruxelles par Jules Wolf et elle est reprise, en 1893 et en 1895, par deux économistes français, G.François et R.G. Lévy. Le premier considère que les billets sont plus maniables que l'or, qu'ils sont moins affectés par les variations de change dans la circulation internationale, si l'on accepte dans les transactions internationales le papier remboursable en or⁷⁰. Le second, en s'appuyant sur les mêmes principes, ajoute le projet de création d'une banque centrale universelle⁷¹, qu'il établit en Suisse, pays neutre, et qui émettrait des billets contre de l'or. Ces billets seraient émis pour tous les Etats membres et leur valeur serait exprimée dans les unités de compte nationales. Un autre imaginaire, E.Boutan, propose à son tour, en 1895, un projet de monnaie internationale en revenant partiellement à la monnaie métallique en or, unité d'1gr. divisée en cent parties, analogues aux plus petites monnaies divisionnaires française, anglaise, américaine et qui prendrait le nom de yen, pour rallier le Japon dont la monnaie est équivalente.

45

Une banque internationale serait créée, à Berne, avec un directoire constitué des représentants des différents pays adhérents, et elle émettrait des billets garantis par une encaisse en or⁷².

Commentant la Conférence de Bruxelles, Claudius Cayla imagine une entente monétaire internationale qui se réunirait autour de la pièce de 25 francs or et d'une pièce de 2 francs 50 en argent. « *Liberté pour tous pays de frapper des pièces de 25 francs d'un modèle prescrit, au gré des particuliers, sans autres frais que ceux de fabrication et avec l'alliage strictement indispensable; imitation et perfectionnement des procédés de l'Union latine en ce qui concerne les pièces divisionnaires... création d'un Comité universel, analogue au Comité international des poids et mesures créé en 1875... composé de délégués du commerce, des finances, des sciences et de la justice, établissant*

69. M.Chevalier, Courseulle-Seneuil, Wolowski et bien d'autres avaient évacué très brutalement l'utilisation du papier monnaie et du billet de banque, stigmatisant « les très grands dérangements que causent les papiers-monnaie ».

70. G.François, *Le billet de banque international*, in : Revue d'économie politique, janvier 1893.

71. R.G. Lévy, *L'union monétaire au moyen d'une banque centrale universelle*, in : Annales de l'école libre des sciences politiques, 1895.

72. E. Boutan, *Résumé de la question monétaire et nouveau projet de monnaie internationale*, Paris, Guillaumin, 1895.

*le titre de toutes les pièces, fixant le rapport de valeur entre les pièces d'argent et la pièce d'or, déterminant les émissions, contrôlant le monnayage et la circulation et ayant voix consultative dans tous les projets de loi relatifs aux banques d'émission.*⁷³

Malgré l'agitation, l'Union latine poursuit son bonhomme de chemin ; tandis que la baisse de l'argent persiste et s'accroît, les pays membres, après le renouvellement de la convention en novembre 1893, se retrouvent en octobre 1897 et mars 1898 pour gérer les proportions de monnaies divisionnaires en argent dans les différents pays. De fait, après les dix premières années de prospérité qui ont résulté de l'Union, les nations adhérentes sont passées, de par la crise de l'argent, sous le régime général du monométallisme or.

Du côté des politiques, le désir de constituer une monnaie internationale reste vif et plusieurs projets de conférence monétaire internationale sont déposés par les parlementaires français entre 1893 et 1900 mais la diplomatie internationale, après les échecs de Bruxelles, semble se désintéresser de la question.

46

En 1893, l'Angleterre avait procédé à une réforme monétaire en Inde qui suspend la frappe de la roupie en argent pour introduire le *sovereign* or, sur la base du *gold point*; puis, en 1898, elle concentre à la Banque d'Angleterre pour le gouvernement de l'Inde des dépôts d'or échangeables localement en roupies-billets et en roupie-or pour les dettes extérieures.

Ce modèle constitue la base de ce que les Américains appellent alors le *Gold exchange Standard* et qu'ils imiteront, en 1903, aux Philippines, avec le *Philippine gold standard Act*. Ainsi, alors que les thèses bimétallistes s'épuisent en Europe, les partisans américains de ces propositions, les *Silvermen*, sont mis en échec par l'accession de Mac Kinley à la présidence. Ce dernier entend néanmoins, en mars 1897, de convoquer, avec l'appui du Congrès américain et le soutien du gouvernement français, une nouvelle Conférence monétaire internationale « *en vue d'assurer un rapport fixe de valeur entre l'or et l'argent par l'adoption d'un même rapport entre ces deux métaux et la liberté de leur frappe suivant ce rapport.* » Le projet est d'abord bien accepté par plusieurs gouvernements européens, dont l'Allemagne, les uns et les autres poussés par les ligues bimétallistes et agricoles qui s'agitent encore dans chaque pays. Mais l'Angleterre s'oppose, en octobre 1897, au projet franco-américain car elle craint des risques pour son Empire colonial largement grevé par les déficits et la baisse de l'argent.

73. Cl. Cayla, *Projet d'entente monétaire internationale*, in : *Revue politique et parlementaire*, juin 1895.

La crise mondiale, les derniers projets, la conférence de Londres (1919 - 1933)

Au tournant du siècle, les Etats se replient sur leurs propres systèmes monétaires, beaucoup d'entre eux, notamment en Autriche-Hongrie, en Amérique du sud et en Asie du sud-est, s'inspirant des mesures britanniques en Inde et du *Gold exchange standard*. Entre la circulation croissante des monnaies fiduciaires, l'introduction de réserves d'or, la fin du bimétallisme et celle du rapport fixe or-argent, le développement des emprunts étrangers, les Etats retrouvent en général un régime de changes stables. Cependant les stocks d'or n'étaient pas suffisants pour permettre un véritable équilibre des échanges internationaux et la Première guerre mondiale va précipiter une crise monétaire universelle après un demi siècle où l'on avait rêvé éperduement d'une union monétaire universelle.

Ainsi, en 1920, à la sortie du conflit, et avant les dernières conférences monétaires des années trente, de nouveaux inventeurs vont, une fois encore, mettre en oeuvre les ressources de leur imagination pour ressusciter les projets de monnaie internationale.

Reprenant un projet de 1916 étudié au sein de la Banque d'Etat de Suède, trois économistes, Henrys, Axelsen et Ollner, élaborent un programme visant à la création d'une banque d'émission internationale, dont le siège serait situé dans un pays resté neutre mais disposant de succursales dans tous les pays, dont l'actif serait constitué de réserves d'or, d'argent et de platine et d'hypothèques immobilières. Elle émettrait des billets appelés « *monos* » exclusivement réservés au commerce extérieur.

Toujours en 1920, lors de la Conférence interparlementaire du commerce, de nombreux projets sont présentés par différents pays. W.Behrens, délégué anglais, propose un système monétaire fondé sur des billets réservés aux puissances alliées : « *Allied currency notes* », ayant cours légal et circulant librement entre les membres. Marshall Stevens, représentant américain, offre une proposition à peu près analogue. La même année, à la Conférence financière internationale de Bruxelles, le ministre belge Decamps et M.Delacroix exposent un projet de monnaie internationale sous forme de bons-or, transposés en billets de banque, mis en circulation par un Institut international d'émission et de contrôle et gagés sur la masse des capitaux des Etats adhérents, évalués en or. L'Institut créerait des filiales nationales sous la forme d'une Coopérative internationale.

A l'occasion de cette conférence, des financiers, en Allemagne et en Autriche, esquissent de leur côté un retour à l'or pour une monnaie internationale, destinée, un peu comme dans le plan de Fichte, au seul

commerce extérieur et émise par une banque dont l'actif serait formé par des capitaux étrangers.

Un éminent économiste autrichien, Vissering, élabore un système de monnaie de compte internationale, sans encaisse métallique, géré par un Institut de troc, *Barter Institute*, calqué sur les banques d'Amsterdam ou de Hambourg au XVII^e siècle⁷⁴. Ce modèle des Instituts de troc fait rapidement école, les Soviétiques s'en inspirent, dès 1921, pour inaugurer un établissement de ce type à Copenhague afin de favoriser le commerce européen avec la Russie, en copiant d'un autre projet émis par K.Thalbitzer à la Conférence de Bruxelles; l'aventure échoue en un an. Les Allemands imitent aussi ce modèle à Amsterdam et, devant les difficultés de réalisation, développent ensuite une autre formule, cette fois sous la forme d'un organisme de crédit, la *Treuhandvereinigung für das Deutsch Niederlandische Finanzabkommen*, qui ne connut guère de succès.

Les économistes français s'associent à cette entreprise créative mais réfléchissent davantage à une monnaie de compte internationale ; certains déjà confirmés, comme B.Nogaro, avec son projet de 1919 qui exclut l'étalon-or⁷⁵, ou son jeune disciple, Emile James, dans sa thèse⁷⁶ soutenue en 1922. Parmi les économistes étrangers, l'Américain F.A.Vanderlip conçoit une banque internationale « *Gold reserve bank for the United States of Europe* », constituée d'un capital d'1 milliard de dollars, en majeure partie détenu par des capitalistes américains, et qui émettrait des billets pour 5 milliards de dollars en direction des banques européennes.

Son plan est repris aux Etats-Unis par le sénateur Hitchcock, en 1922, qui envisage l'institution d'une *Banque des nations*, auquel le Trésor américain apporterait la moitié des capitaux. Peu après, R.Owen révisé le projet à la baisse, en diminuant de moitié le montant de l'encaisse.

L'imagination au pouvoir dans ces années d'immédiat après-guerre continue de nourrir des projets de monnaie internationale ou universelle mais qui se révèlent de plus en plus insolites. La complexité des relations politiques et économiques ouvre vite la voie aux grandes conférences monétaires internationales qui reviennent aux règles traditionnelles de la diplomatie. Mais, tandis que l'on s'achemine vers des accords multilatéraux, le monde des économistes continue courageusement de croire que l'uniformité monétaire, la monnaie universelle ne sont pas une utopie et qu'elles trouveront un jour leur réalisation

74. G. Vissering, *Problèmes internationaux économiques et financiers, Amsterdam, 1920.*

75. B.Nogaro, *Le problème des règlements internationaux et l'idée du billet international*, in : *Le Monde nouveau, juin-juillet 1919; Une banque internationale, le projet Vanderlip*, in : *Revue économique internationale, novembre 1920.*

76. E.James, *De l'adoption d'une monnaie de compte internationale considérée comme un remède à l'instabilité des changes, thèse, Paris, Editions de la vie universitaire, 1922.*

effective. Ainsi, dans les années qui entourent la réforme monétaire de Poincaré, entre 1925 et 1930, les principaux maîtres parisiens font de la question de la monnaie, et parfois de la monnaie internationale, un élément central de leur enseignement. Colson, Germain-Martin, Nogaro, Oualid, Pirou, Rist consacrent une large part de leurs cours d'économie politique aux affaires monétaires qui agitent, sur le plan théorique comme au niveau pratique, l'Europe et le monde. Les politiques leur font écho, plus spécialement dans les enceintes de la Société des nations. En septembre 1928, dans la foulée du plan Young, les différents pays, partie prenant dans le lourd dossier des réparations allemandes, décident de la création de la *Banque des règlements internationaux* (B.R.I.). Selon les prescriptions du comité des experts qui avait réuni sept nations à Paris, seuls pourront participer à la B.R.I. les pays dont la monnaie est stabilisée sur l'étalon-or ou le change-or, exception faite encore pour les nations concernées directement par les réparations. Les dépôts seront exclusivement acceptés sur la base d'une monnaie en or. Le comité des experts avait exclu, en 1929, « toute influence politique de son fonctionnement », tout en mettant en place un conseil d'administration qui regroupe les gouverneurs des sept banques centrales des pays concernés. Toutefois, la B.R.I. n'est qu'un établissement de crédit international et nullement un institut international d'émission, même si elle est autorisée à émettre des titres dans la circulation internationale. Le comité d'organisation qui travaille durant l'année 1929 apporte à la réglementation de la B.R.I. des clauses restrictives, par exemple l'interdiction d'émettre des billets de banque. La perspective, un instant évoquée, de constituer une banque centrale internationale s'effondre donc rapidement. Comme l'écrit Joseph Caillaux : « Chacun a reconnu, chacun reconnaîtra qu'il est indispensable de réserver au gouvernement un droit de contrôle, un droit de regard si l'on veut, sur la super-banque et ses activités. »⁷⁷

Au cours des débats de la Société des nations, Aristide Briand avait appelé, quelques jours plus tôt, à la rapide mobilisation des « Etats-Unis d'Europe », en insistant sur la nécessité de « faire régner la paix économique... l'association agira surtout dans le domaine économique, c'est la question la plus pressante »⁷⁸. Le délégué allemand renchérit en réclamant la création d'une monnaie européenne. A la fin de la même année 1929, un jeune économiste D.O. Blagoyevitch, reprend dans sa thèse « le problème d'une monnaie internationale »⁷⁹ et conclue dans l'optimisme : « L'utopie s'avère réalité. Il n'est plus prophétique de prévoir l'avènement de la monnaie

77. J. Caillaux, *Le Plan Young*, in : *Le Capital*, 20 septembre 1929.

78. A. Briand, in : *Le Temps* du 6 septembre 1929.

79. Dragoslav O. Blagoyevitch, *Le problème d'une monnaie internationale*, thèse, Paris, 1929.

universelle... La situation économique actuelle, surtout celle de l'Europe, l'exige... nous pouvons la voir s'achever vers la réalisation. »

La crise de Wall Street, ses effets progressifs sur les économies des différents pays, les différends croissant à la Société des nations, le retour accéléré au protectionnisme, les mutations politiques en Europe, en Allemagne plus spécialement, vont vite effacer les rêves et les prophéties, ramenant le projet de monnaie universelle dans le monde virtuel des utopies ou des uchronies. Dès le début des années trente, la question du rapport des métaux se pose à nouveau au plan international, entre la chute des prix de l'argent et la fuite de l'or, en particulier aux Etats-Unis, relance la problématique du gold standard que l'Angleterre abandonne dans l'été 1932. La dernière conférence internationale de Londres, en 1933, apporte définitivement la preuve que la coopération monétaire entre les nations est impossible, dès lors que l'engagement politique des Etats ne se concrétise pas.